

AFFAIRES

La Presse

Rona profite de l'après-attentats

Page 10



BSF, CSF, CAD et les autres

La chronique de Claude Picher

Page 3

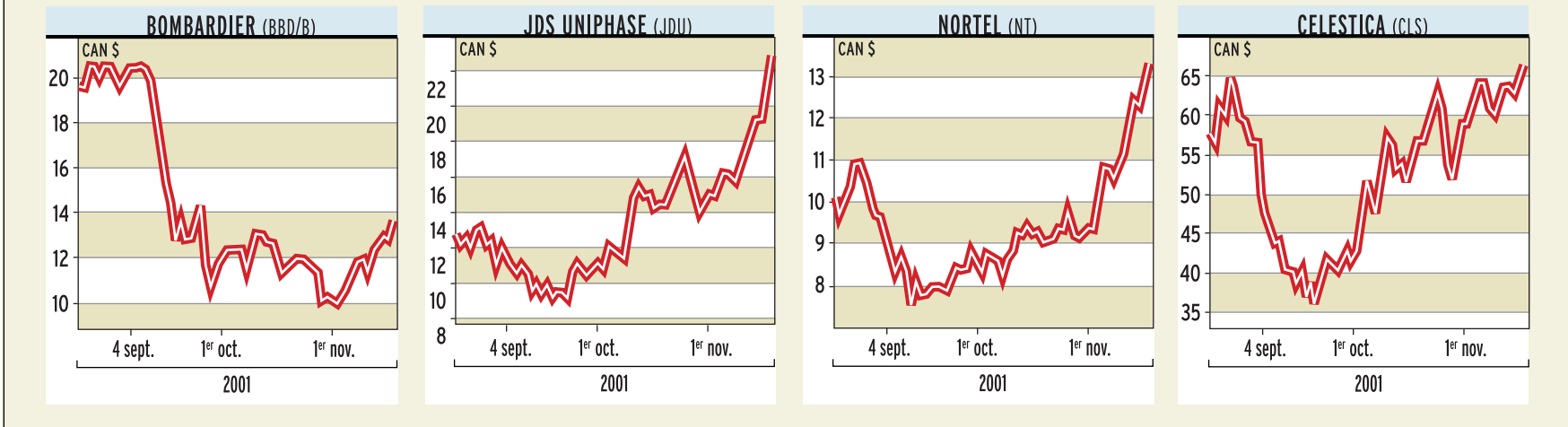
TSE 300	CDNX	S&P/TSE 60	NASDAQ CANADA	NASDAQ	DOW JONES	S&P 500	OR	PÉTROLE	DOLLAR
7422,75 107,45 1,5%	3051,29 -0,29 -0,0%	432,15 6,51 1,5%	376,10 12,30 3,4%	1934,42 35,84 1,9%	9976,46 109,47 1,1%	1151,06 12,41 1,1%	272,70 \$US -2,00 -0,7%	17,67 \$US 0,48 2,8%	62,95 CUS 0,04 71,60 EURO 0,45

CAHIER D | LA PRESSE | MONTRÉAL | MARDI 20 NOVEMBRE 2001

BOURSES

REBOND EN BOURSE

(Comportement de titres, 3 derniers mois)



Source: Bloomberg

Les technos mènent la charge

STÉPHANIE GRAMMOND

Depuis deux mois, les titres de technologie font des pas de géants... bien petits, cependant, si on les observe à la lumière du recul imposant qu'ils ont subi depuis le printemps 2000.

Tout de même, le NASDAQ, fief des firmes de technologie américaines, a progressé de 36 % par rapport à son niveau plancher du 21 septembre dernier. C'est beaucoup plus que la hausse de près de 20 % affichée par le S&P 500, l'indice qui reflète l'ensemble du marché américain.

Hier encore, le NASDAQ a marqué un gain de 1,9 %, dépassant haut la main l'avancée de 1,1 % du S&P 500. Le regain d'enthousiasme pour la technologie se fait aussi sentir au Canada. Hier seulement, le sous-indice des pro-

duits industriels, qui contient les grands noms de la technologie, a bondi de 4,1 %.

« Il ne faut pas s'étonner de cette remontée rapide. C'est toujours comme ça. Les titres de sociétés de télécommunications et de technologie sont toujours parmi les premiers à rebondir après des périodes de choc en Bourse », observe André D'Amours, président de Gestion de placements Valorem. Le gestionnaire précise que ces secteurs se sont redressés d'environ 40 % dans les quatre à huit mois suivant les replis boursiers importants, depuis le crash de 1987.

Certaines titres vedettes ont déjà multiplié leur valeur par rapport aux bas-fonds où ils étaient tombés après les attaques terroristes.

Voici quelques exemples. Le fabricant d'équipement de télécommunications Nortel Networks qui a clôturé à 13,43 \$, hier, est en hausse de presque 80 %. Le géant de la fibre optique JDS Uniphase, qui a fermé à 23,50 \$ hier, a triplé. Le sous-traitant de l'industrie électronique Celestica, qui a clôturé à 67,42 \$, s'est multiplié par deux. Même l'action de Bombardier est remon-

tée à 13,90 \$, 50 % de plus que son récent creux de 9,19 \$.

« La confiance des investisseurs a été solidement soulevée la semaine dernière par la prise de Kaboul, la chute des prix énergétiques et le sentiment que la situation ne s'aggraverait plus », note Vincent Delisle, stratège de Valeurs mobilières Desjardins. « L'excès de liquidités dans les portefeuilles est une autre raison qui explique l'ascension rapide des indices au cours des dernières semaines », ajoute-t-il.

Aux États-Unis, les fonds de marchés monétaires ont recueilli les trois quarts des 353 milliards \$ US que les particuliers ont injectés dans les fonds communs de placement depuis le début de l'année. Il y a présentement pour 560 milliards \$ US de liquidités, qui attendent d'être investies. Cela représente 33 % de l'actif total de l'industrie américaine des fonds, nettement au-dessus du niveau historique de 25 %.

Voir **TECHNOS** en D2

Au tour d'Alcoa de licencier

Le leader mondial de l'aluminium supprimera 6500 emplois

RICHARD DUPAUL

APRÈS SON CONCURRENT canadien Alcan, qui annonçait en octobre l'élimination possible de 3600 emplois, Alcoa supprimera à son tour 6500 emplois dans 40 usines d'ici la fin 2002, en réaction à la détérioration des marchés de la construction et de l'aéronautique. Les grandes alumineries d'Alcoa au Québec — qui embauchent 3500 travailleurs au total — seraient cependant épargnées, selon le géant américain.

Les mesures annoncées hier toucheront 4,6 % des effectifs mondiaux d'Alcoa, et pourraient entraîner la fermeture de certaines usines. La compagnie basée à Pittsburgh, en Pennsylvanie, demeure muette pour le moment sur le sort de ses petites unités de transformation au Canada, dont l'usine de moulage d'aluminium Howmet, à Laval, qui compte quelque 300 employés et qui dessert surtout l'industrie aéronautique.

Alcoa est le plus grand producteur d'aluminium au monde, et il dénombre 140 000 employés dans environ 500 usines. Au Canada, la compagnie emploie 5700 personnes dans 18 usines et entrepôts.

Alcoa exploite trois importantes alumineries au Québec, soit celle de Baie-Comeau (l'ancienne Reynolds), l'usine Lauralgo, à Deschambault, ainsi que l'aluminerie de Bécancour (A.B.I.), dans laquelle elle a une participation de 75 %. Ces usines, dont la capacité totale dépasse le million de tonnes, tournent à plein régime malgré le ralentissement économique et il n'est pas question pour le moment de réduire la production, soutient Alcoa.

Les dernières mesures chez Alcoa visent surtout le secteur de la

PRODUCTION D'ALUMINIUM DE PREMIÈRE FUSION AU QUÉBEC (Estimation 2001)		
PRODUCTEURS	VILLES	CAPACITÉ (tonnes métriques)
ALCAN	Alma	400 000
	Beauharnois	50 000
	Grande-Baie	182 000
	Jonquière	232 000
	Shawinigan	86 000
	Laterrière	206 000
TOTAL		1 156 000
ALCOA	Bécancour (75%)	385 000
	Baie-Comeau	415 000
	Deschambault	237 000
	TOTAL	1 037 000
ALUMINERIE ALOUETTE	Sept-Îles	243 000
	TOTAL	2 436 000



Source: Association de l'aluminium du Canada

transformation, dont les usines sont regroupées surtout aux États-Unis et en Europe, a expliqué hier un porte-parole du groupe, Jake Siewert. « Nos installations au Québec sont surtout actives dans le secteur de l'aluminium primaire. Or, nous

avons déjà annoncé des mesures de redressement dans ce secteur en juillet », affirme le responsable.

Parmi ces mesures, Alcoa avait offert une retraite anticipée aux employés. Par exemple, 261 employés sur une possibilité de 333 à

l'usine de Baie-Comeau ont accepté l'offre de l'employeur, précise un porte-parole, Gilles Chassé. L'usine emploie maintenant 1800 travailleurs, mais on ne prévoit pas d'autres compressions pour le moment, dit-il.

D'ailleurs, selon M. Siewert, le processus de révision de l'ensemble des activités chez Alcoa prendrait fin avec les dernières coupes annoncées hier, qui entraîneront des charges spéciales jusqu'à 250 millions \$ US pour la compagnie.

Cependant, le président du syndicat des employés de l'usine de Baie-Comeau, Jean-Luc Hovington, s'inquiète des effets à long terme de la baisse d'activité dans le secteur de la transformation. « Si l'on réduit la deuxième et la troisième transformations, on peut se demander à qui va servir l'aluminium que l'on produit ici », dit le responsable.

Les analystes sont d'ailleurs plutôt pessimistes concernant l'avenir à court terme de l'industrie. Selon Georges Lequime, de HSBC Securities, la demande mondiale pour l'aluminium s'annonce faible dans un contexte de ralentissement économique mondial.

Alcoa supprimera dans un premier temps 1100 postes dans ses usines en Europe, soit aux Pays-Bas, en Allemagne et au Royaume-Uni. Le reste des coupes surviendront d'ici la fin 2002. La société justifie ces mesures par la baisse de la demande sur les marchés de la construction et de l'aéronautique. Comme son concurrent Alcan, Alcoa est aussi affectée par la baisse du prix de l'aluminium, qui a fondu de 11 % depuis le début de l'année.

Voir **ALCOA** en D2

15 millions de plus pour la Cité des arts du cirque

HÉLÈNE BARIL

LE PROJET de Cité des arts du cirque recevra 15 millions de plus du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal, ce qui porte à 33 millions l'aide publique accordée à l'idée pilotée par le Cirque du Soleil.

Hier en conférence de presse, la ministre de la Culture, Diane Lemieux, a mis 10 millions de plus dans la balance. Cet argent servira à construire le Chapiteau des arts, un lieu de spectacle à vocation multiple qui se greffera à la Cité des arts du cirque et au parc adjacent, le Complexe environnemental Saint-Michel. La Ville de Montréal, pour sa part, dépensera 5 millions en aménagement urbain autour de la Cité, qui occupera un terrain de 270 000 pieds carrés à côté du siège social du Cirque du Soleil, au nord du boulevard Métropolitain.

Jusqu'à maintenant, le gouvernement québécois s'est engagé à investir 23 millions pour créer une Cité des arts du cirque, soit 18 millions pour démanteler l'École nationale de cirque des locaux qu'elle occupe actuellement dans le Vieux-Montréal dans la Cité, et les 10 millions annoncés hier par la ministre de la Culture. Avec les 5 millions de la Ville de Montréal, l'aide publique totalise 33 millions.

Au total, le projet est estimé à 59,5 millions, puisque le gouvernement y inclut les 3 millions d'une campagne de souscription publique qui sera lancée par l'École nationale de cirque pour financer une partie de son déménagement, les 5,8 millions qui seront empruntés pour construire des résidences sur les lieux pour les étudiants et les artistes, et aussi les 18 millions consacrés par le Cirque du Soleil à l'agrandissement de son siège social voisin.

Même si les liens avec le Cirque du Soleil sont évidents, la Cité des arts du cirque n'est pas le projet du Cirque du Soleil, ont plaidé hier ses responsables. Le conseil d'administration de la Cité est présidé par Gaétan Morency, le vice-président aux relations publiques du Cirque du Soleil, qui est assisté par Marc Lalonde, de l'École nationale de cirque, et Jean-Roch Achard, du groupe En Piste, un rassemblement d'artistes et d'entreprises dans lequel le Cirque du Soleil est un acteur prédominant.

Les autres entreprises de cirque sont plus réservées vis-à-vis du projet. Pour le Cirque Éloize, par exemple, le projet « va aider tout le secteur », mais il n'est pas question de s'y installer, comme le souhaiterait le gouvernement québécois. Le cirque veut plutôt s'installer dans les locaux qui seront abandonnés par l'École nationale de cirque, dans le Vieux-Montréal, a fait savoir son porte-parole Jeannot Painchaud. M. Painchaud a envoyé au gouvernement une offre formelle de location des installations de l'École et n'a encore reçu aucune réponse.

D'autres organismes culturels, le Théâtre Ubu et la compagnie de danse O Vertigo, ont aussi un oeil sur les locaux qui seront abandonnés par l'École nationale de cirque en 2004.

L'autre entreprise de cirque qui a le vent dans les voiles, le Cirque Éos de Québec, est très satisfait des services disponibles dans sa ville et

Voir **CITÉ** en D2



FILL_56P

la lecture en cadeau

Offrez un livre tout neuf à un enfant défavorisé durant le temps des fêtes

Au Salon du livre de Montréal et dans toutes les librairies participantes

(514) 289-1178 ou 1 800 361-9142 www.fqa.qc.ca

Une invitation de
Fondation
québécoise pour
l'alphabétisation

Une présentation de

Domtar

La Presse

Hydro
Québec

Une querelle judiciaire dont personne ne sort gagnant

CHRISTIANE DESJARDINS

C'EST EN SIGNALANT qu'il fallait « mettre fin à cette saga » que le juge de la Cour supérieure Jacques Dufresne a rejeté à la fois les requêtes en injonction pour diffamation et les dommages réclamés par la Fédération des caisses Desjardins, de même que les demandes reconventionnelles de quelques millions de dollars présentées par Paulette Giroux et Claude Stébenne, deux ex-administrateurs du Regroupement des victimes des caisses populaires. En clair, personne ne sort gagnant de cette longue guérilla judiciaire.

« Longue » est un adjectif presque trop facile pour décrire cette histoire ponctuée de

requêtes, qui a nécessité plus de 70 jours d'audience. Au départ, la Confédération demandait à la Cour supérieure d'accorder une injonction contre le Regroupement des victimes des caisses populaires et cinq de ses têtes dirigeantes, pour qu'ils cessent de répandre des propos diffamatoires et injurieux à son endroit, tout en incitant la clientèle à se départir de ses avoirs dans les caisses populaires. En cours de route, des règlements sont survenus pour trois des administrateurs. Ne restaient que M^{me} Giroux et M. Stébenne. La première est une ancienne secrétaire de la Caisse de Maniwaki, qui s'est fait reprendre sa maison après un litige avec la Caisse de Maniwaki et Assurance-Vie Desjardins, et le second est un ancien directeur général de la

Caisse de Sherbrooke-Est qui a été congédié. Dans leurs demandes reconventionnelles, ces deux derniers poursuivaient la Confédération pour abus de droits et procédures et réclamaient à eux deux quelques millions de dollars. Ils avançaient entre autres avoir été « pris en otage » en raison des longues procédures.

Mais voilà, le juge Jacques Dufresne estime que le recours intenté par la Confédération des caisses n'était pas frivole. Et on ne peut imputer la longueur des procédures à la seule faute de la Confédération, au contraire. Giroux et Stébenne se représentaient seuls, sans avocat. Leur inexpérience des tribunaux a largement contribué à faire durer les procédures.

D'un autre côté, le tribunal déboute aussi la Confédération, en disant que la conduite de Giroux et Stébenne n'a pas causé préjudice à la Confédération. Les propos diffamatoires publiés par le Regroupement des victimes n'étaient pas de leur cru, mais plutôt de Jean-Yves Desrosiers, le fondateur du Regroupement. Croyant avoir besoin d'autres personnes pour incorporer son mouvement, il est allé chercher les gens qui avaient eu des différends avec les Caisses, et c'est comme ça que Giroux et Stébenne ont participé au Regroupement. Vu le succès « mitigé » des procédures des parties, le juge a décidé de ne pas accorder de dépens, si bien que chaque partie paie ses frais.

Les achats sont en vedette...



MICHEL GIRARD
TRANSACTIONS D'INITIÉS

BIOVAIL CORPORATION — Ken Howling, de la haute direction, a acheté sur le marché un bloc de 44 020 actions ordinaires de la société vedette du secteur pharmaceutique et de la biotechnologie canadienne. Il les a payées un prix moyen de 45,30 \$ US. Les transactions ont été effectuées fin septembre et début octobre.

NSTEIN TECHNOLOGIES — Pierre Yves Ducros a augmenté en novembre sa position de 40 000 actions de la petite société Internet. Il en possède 100 000. Les transactions d'acquisition ont été réalisées, au début de novembre, au prix de 18 cents.

COGECO CABLE — L'administrateur Henri-P. Labelle a acquis un lot additionnel de 1000 actions subalternes de la société québécoise. Il les a obtenues au prix moyen de 21,80 \$. Date d'achat : 24 octobre dernier. Il en possède maintenant 8280 dans son portefeuille.

MAAX INC. — La Caisse de dépôt et placement du Québec vient d'acheter un petit bloc de 32 700 actions ordinaires de Maax. La Caisse a payé 10,59 \$ l'action. Cet achat lui procure maintenant un bloc de 70 300 actions de Maax. Date d'achat : 1^{er} novembre.

MICROTEC — Denis M. Sirois a réduit sa position de 7000 actions. Il les a cédées au prix de 1,20 \$ pièce. Il lui en reste 5000. Date de vente de ses actions : 9 octobre dernier.

BIRIM GOLDFIELDS — Un haut dirigeant de l'entreprise, Denis Simoneau, a ajouté dans son portefeuille un lot de 7000 actions ordinaires. Il les a payées 25 cents chacune. Il détient maintenant dans son portefeuille un bloc de 289 500 actions. La transaction a été exécutée le 30 octobre dernier.

C.I. FUND — La famille des fonds AIC Limited a augmenté sa position dans cette famille C.I. Fund Management. On parle d'un achat global d'environ 83 000 actions or-

dinaires de C.I. Les transactions d'achat ont été réalisées au cours du mois de novembre. Prix moyen d'acquisition : 9,60 \$ l'action.

CANADIAN REAL ESTATE — Stanley Hamilton, administrateur de la société, a fait l'acquisition d'un lot de 7200 actions de cette fiducie de redevances. Prix d'achat : 11,80 \$ l'unité. Les transactions remontent au mois de mai dernier, mais ont été rapportées seulement dans le dernier bulletin de la Commission des valeurs mobilières du Québec.

GROUPE GT — L'administrateur et haut dirigeant Daniel R. Milliard, du Groupe de Télécommunications GT Inc., a augmenté sa position dans l'entreprise. Il a ajouté 15 000 actions de catégorie B dans son portefeuille. Il les a payées un coût moyen de 1,20 \$ US. Les transactions ont été effectuées au cours des séances boursières allant du 24 octobre au 1^{er} novembre.

TRANSFORCE — Alain Bédard a ajouté dans son portefeuille un lot de 900 actions. Cela porte sa position à 445 400 actions. Dates des achats : 31 octobre et 5 novembre.

MATTEL INC. — L'administrateur Eugène Béard a ajouté 2000 actions de Mattel dans son portefeuille. La transaction d'achat a été conclue au prix de 18,54 \$ US. Il en détient maintenant 20 000. Date de la transaction : 23 octobre.

PROMETIC — André Bédard, de la haute direction, a acquis 6000 actions additionnelles, en octobre. Il les a payées un prix moyen de 1,50 \$. Il en détient maintenant 116 250.

SICO — Claude Brosseau, de la direction, a vendu, le 29 octobre, sur le marché, un lot de 889 actions, au prix de 16,00 \$. Il en possède encore 6600. Son collègue J. Ouellet a cédé pour sa part un lot de 1700 actions, au prix de 16,00 \$ pièce. Il lui en reste 10 934.

Les transactions des initiés, c'est-à-dire des actionnaires qui détiennent une position privilégiée dans les entreprises inscrites en Bourse, sont rapportées dans le bulletin hebdomadaire de la Commission des valeurs mobilières du Québec.

ÉCONO FLASHES

CAE | Formation chez Air Canada

CAE a conclu une entente de prestation de services de formation aéronautique de 10 ans avec Air Canada Régional. Pour assurer la formation des pilotes d'Air Canada Régional, deux simulateurs de vol complets reproduisant le Bombardier Dash 8-100/300 vont être construits par CAE. Le premier prendra place dans le nouveau centre de formation aéronautique que CAE doit ouvrir à Toronto le mois prochain. Quant au second, son lieu d'installation devrait être dans l'ouest du Canada. Les deux simulateurs seront prêts au début de 2003. Le montant de la transaction n'a pas été dévoilé.

Bombardier | Vente de trois Q300 en Australie

BOMBARDIER AÉRONAUTIQUE a vendu trois biturbopropulseurs de ligne Bombardier Q300 à 50 places au transporteur australien Qantas Airways. L'annonce comprend une commande non divulguée précédemment que Qantas a passée en juillet et qui portait sur un Bombardier Q300, ainsi qu'une autre commande de deux appareils passée en novembre. La commande des trois appareils représente une valeur de 61,4 millions.

GE Capital Canada | Entente avec Xerox

TABLANT sur une relation visant à garantir à la clientèle de Xerox un accès ininterrompu aux services financiers, les sociétés Xerox et GE Capital ont mis au point une structure au sein de laquelle la division canadienne de GE Capital Vendor Financial Services deviendra la principale source de financement d'équipements pour la clientèle de Xerox au Canada. Une fois conclue, cette transaction permettra à la clientèle de Xerox Canada de faire rapidement et facilement l'acquisition d'équipements Xerox par l'entremise d'ententes de financement avec GE Capital Canada. Les deux sociétés se sont également entendues sur les principales modalités de financement en vertu desquelles Xerox recevra environ 560 millions de GE Capital Canada. Cette somme sera garantie par une partie des créances au titre de baux financiers de Xerox au Canada.

Pierre Bellemare

TECHNOS

Suite de la page D1

Au fur et à mesure que les marchés financiers anticipent la fin de la récession, les investisseurs recommencent à aiguiller leurs liquidités vers les secteurs plus sensibles à une reprise économique, comme les technologies.

« Il faudra maintenant attendre la reprise de la croissance des bénéfices pour que les titres de techno fassent une autre envolée », pense M. D'Amours. Même s'il prévoit une stabilisation à court terme, le gestionnaire laisse ses portefeuilles surpondérés en technologie, notamment avec les titres de Nortel, de BCE et de l'intégrateur de systèmes informatique CGI.

Nortel et JDS Uniphase sont aussi parmi les préférés de Jean-Paul Giacometti, vice-président de la Corporation de gestion de placements Claret. « Mais il ne faut pas se lancer tête baissée. Les investisseurs ne doivent pas se laisser emporter par la hausse, par exemple en rachetant des titres de technologie qu'ils ont déjà pour

abaisser leur coût moyen d'acquisition », dit-il.

M. Giacometti souligne que les sociétés de technologies auront un grand avantage au cours des prochains trimestres. « Les résultats financiers qu'elles dévoileront seront comparés à ceux d'un an plus tôt, qui étaient épouvantables. Il faudra donc remettre leur performance en perspective », dit-il.

Le gestionnaire ajoute que les radiations d'inventaires que beaucoup de sociétés de technologie ont faites dernièrement, auront pour effet de gonfler artificiellement leur marge bénéficiaire. Quand une firme efface de son bilan des inventaires, elle accuse sur-le-champ une perte équivalente aux coûts de production reliés à cette marchandise. Mais les inventaires ne disparaissent pas. Si la société parvient ensuite à vendre sa marchandise, à prix d'automne, elle réalisera donc un profit, puisqu'elle a déjà effacé les coûts de production.

ALCOA

Suite de la page D1

La direction d'Alcoa a déjà indiqué qu'elle voulait réduire ses dépenses de 1 milliard \$ US d'ici 2004. Les profits d'Alcoa ont diminué de 8 % au troisième trimestre et les revenus du groupe ont chuté de 13 %.

Alcoa a dépensé près de 9 milliards \$ US l'an dernier pour acheter ses concurrents Reynolds Metals Co., Cordant Technologies et Howmet Castings, ce qui lui a permis de se hisser au premier rang de son industrie.

Alcoa n'aurait pas fini ses emplettes. Selon des ru-

meurs persistantes, la compagnie américaine serait en train de négocier l'achat du groupe WMC Ltd., la troisième société minière en importance en Australie, pour un montant estimé à 6,2 milliards \$ US.

Les dernières compressions chez Alcoa ont redonné des ailes au secteur de l'aluminium en Bourse hier. L'action d'Alcoa grimpait de 1,38 à 38,50 \$ US, à Wall Street, et celle d'Alcan s'appréciait de 1,65 à 56,35 \$ à la Bourse de Toronto.

CITÉ

Suite de la page D1

ne voit pas d'intérêt à la Cité des arts du cirque, sinon « pour donner plus de visibilité aux arts du cirque », dit sa porte-parole, Anne May-Sirois.

Québec a son École de cirque installée dans l'ancien Colisée où jouaient les Nordiques, et cette école est « très équipée », selon elle.

Les travaux de construction de la Cité des arts du cirque doivent commencer cet automne et se poursuivre pendant deux ans. La Cité sera inaugurée en mars 2004 si tout se passe comme prévu.

À la demande générale...

Nous serons ouverts pour
le Dîner des fêtes
à compter du
3 décembre

Veuillez réserver par téléphone

Moishe's
3961, boul. St. Laurent

(514) 845.3509

www.moishessteakhouse.com • Stationnement gratuit



Le Super Centre Nissan de Montréal vous offre des SPÉCIAUX SANS-SOUCI

Location Sans-Souci, Assistance routière Nissan et un garage recommandé par la CAA

Cité NISSAN

www.citenissan.com

3500 JEAN TALON WEST
(Près de Côte-des-Neiges) Métro Namur
(514) 739-3175

SENTRA 2002
LOUEZ LA POUR AUSSI PEU QUE
219\$
PAR MOIS*

ALTIMA ET PATHFINDER 2002 SONT DISPONIBLES!

MAXIMA 2002
LOUEZ LA POUR AUSSI PEU QUE
399\$
PAR MOIS*

*Sur approbation de crédit. Détails en magasin. Avec acompte. Les images sont offertes à titre d'illustration seulement.

VOITURES NEUVES ET D'OCCASION, PIÈCES ET SERVICE

700 AFFAIRES

715 SERVICES SPÉCIALISÉS, FINANCEMENT

\$ \$ \$
VOUS AVEZ BESOIN D'ARGENT ?
Conditions : posséder REER, CRI, FRV, fonds de pension d'ex-employeur. 10 000\$ et plus. (514) 923-6628

A-1 RÉPARATION DE CRÉDIT
Nous réparons les rapports de crédits. 100% de garantie. 1-877-319-7459 ext. 37

800 AVIS

801 AVIS LÉGAUX, APPELS D'OFFRES

AVIS DE clôture d'inventaire
Avis est par les présentes donné que, suite au décès de monsieur **Carlo Martire**, domicilié au 11 695 de la rue Armand Bombardier, en la ville de Montréal, Québec, H1E 4H8, le 19 mai 2001, un inventaire des biens du défunt a été fait par le liquidateur successoral, dame Doracée DI VALEIRIO, le 19 novembre 2001, devant **Me Marie-France Carrère, notaire**, en son étude, sise au 10 105, de l'avenue Hamel, en la ville de Montréal, Québec, H2C 2X1, conformément à la Loi, où cet inventaire peut être consulté par les intéressés. Donnée ce 19e jour de novembre 2001. Me Marie-France Carrère, notaire, Procureur du liquidateur successoral

AVIS
La Presse se réserve le droit de refuser l'insertion de toute annonce contraire aux normes et traditions établies dans notre société.

800 AVIS

801 AVIS LÉGAUX, APPELS D'OFFRES

AVIS DE FERMETURE DE CLÔTURE D'INVENTAIRE
Avis est donné à toutes personnes intéressées que l'inventaire pour la **SUCCESSION SHEILA ORCHIN née INNES** qu'est décédée le 29 juillet 2001, anciennement de la Ville de Pointe-Claire, province de Québec, est situé au bureau corporatif de la Société de Fiducie Canada Trust, 600 boul. de Maisonneuve Ouest, suite 2920, Montréal, Québec H3A 3J2.

HELLER FINANCIAL CANADA LTD
Avis est donné, par les présentes, que le ministre des Finances a accordé le 29e jour d'août 2001, un permis à Heller Financial Canada Ltd, en vertu de la Loi sur les sociétés de prêts et de placements. L'adresse du bureau principal de la société au Québec est le 600, rue de La Gauchetière ouest, bureau 2400, Montréal (Québec) H3B 4L8. L'agent principal de la société aux fins de recevoir les significations de toutes actions et procédures exercées contre elle au Québec est : Desjardins Ducharme Stein Monast, s.e.n.c., 600, rue de la Gauchetière ouest, bureau 2400, Montréal (Québec) H3B 4L8, à l'attention de Me Dominique Bélisle, Montréal, le 12 octobre 2001. Les procureurs, Desjardins Ducharme Stein Monast, s.e.n.c.

850 AVIS DE DISSOLUTION, CHANGEMENTS DE NOM

PRENEZ AVIS que **NABIL EL SIOUFI** dont l'adresse du domicile est 3539, boul. St-Charles, appartement 623, Kirkland (Québec) H9H 3C4, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de **NABIL SIOUFI**. Montréal, ce 2 octobre 2001. Luc Audet, procureur

850 AVIS DE DISSOLUTION, CHANGEMENTS DE NOM

PRENEZ AVIS que Redouane Mohamed Fadli dont l'adresse du domicile est le 754, St-Philippe, Mt., présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de Pierre Maximilien Fadli. R 850

PRENEZ AVIS que la compagnie **"CAMIONNAGE A.M.K.P. INC."** demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre. À St-Léonard, le 12 novembre 2001. Giuseppe Palombi R 850

PRENEZ AVIS que la compagnie **9087-9651 QUÉBEC INC.**, demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre. Montréal, le 19 novembre 2001. Les procureurs de la compagnie, DAVIES WARD PHILLIPS & VINEBERG R 850

PRENEZ AVIS que la compagnie **"PLANTATION DOWNEY INC."** demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre. À Lennoxville, le 15 août 2001. Robert Downey, notaire R 850

PRENEZ AVIS que la compagnie **"GESTIONS RICHARD J. DOWNEY INC."** demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre. À Lennoxville, le 15 août 2001. Robert Downey, notaire R 850

CLAUDE PICHER > LA VIE ÉCONOMIQUE

cpicher@lapresse.ca

BSF, CVMQ, CSF, CAD, IQPF, FISF et les autres

Dans un mois, le Groupe de travail sur l'encadrement du secteur financier devrait remettre son rapport à la ministre des Finances, Pauline Marois.

L'organisme n'a pas fait beaucoup de bruit depuis sa création, le printemps dernier. Pourtant, il doit se pencher sur un problème d'une complexité considérable. Avec les années, le gouvernement québécois a multiplié les mécanismes de contrôle et d'encadrement des services financiers. En principe, c'est une bonne chose : l'objectif ultime est de protéger les consommateurs. Personne ne peut être contre cela.

Sauf que l'ajout de mesures, lois, règlements, commissions, bureaux et autres mécanismes, les uns par-dessus les autres, a fini par créer un véritable fouillis bureaucratique, avec ses directives contradictoires, textes juridiques incompréhensibles, organismes qui se chevauchent en neutralisant leurs efforts. Le titre de cette chronique énumère les sigles de six organisations qui pataugent toutes dans la même eau en se marchant mutuellement sur les pieds : Bureau des services financiers, Commission des valeurs mobilières du Québec, Chambre de la sécurité financière, Chambre de l'assurance de dommages, Institut québécois de planification financière, Fonds d'indemnisation des services financiers. Et il y en a encore beaucoup d'autres, comme l'ACCOVAM, l'ADMA, l'ACPF, l'AQPF...

La situation frise la folie furieuse : tout ce beau monde passe plus de temps à définir les champs de compétence et à interpréter les règlements qu'à protéger les consommateurs. C'est pour cela que la ministre Marois annonçait, dans son budget de mars 2001, son intention de dépeussier ce fourbi. Un groupe de travail a été mis sur pied dans ce but. Compte tenu de la complexité des enjeux, il s'est fait imposer une date de tombée assez serrée : décembre 2001.

Heureusement, pour l'essentiel, les membres du groupe sont des professionnels reconnus, qui possèdent bien ce dossier. Il est présidé par l'avocat Yvon Martineau, et comprend Claude Béland, ancien président

du Mouvement Desjardins, Dominique Vachon, économiste en chef de la Banque Nationale, Pierre Laurin, administrateur invité des HEC, Yvon Charest, président de l'Industrielle-Alliance, Pierre Comtois, président de la maison de placements Optimum, Pierre Carrier, ancien cadre supérieur de l'Office de la protection du consommateur. Pas précisément des novices, comme on le voit.

■ ■ ■

Le mandat du groupe est donc plutôt technique : il s'agit de simplifier les mécanismes d'encadrement sans compromettre la protection des consommateurs. Au cours de l'été, il a consulté les principaux acteurs dans le secteur des services financiers : organismes réglementaires, banques, assureurs, courtiers, ordres professionnels, associations.

Parmi tous les mémoires soumis au groupe d'experts, il en est un, à mon avis, qui mérite une attention particulière : c'est celui de l'Association des banquiers canadiens (le document de 43 pages est disponible sur le site Internet de l'ABC).

Le mémoire contient une quarantaine de recommandations. Presque toutes vont dans le sens d'une simplification des procédures et de la réglementation : regroupement d'organismes existants, amélioration des communications, simplification des systèmes de facturation et des systèmes comptables, centralisation des plaintes, guichet unique pour l'inscription des représentants, homogénéité des règles régissant les planificateurs financiers, harmonisation des exigences en matière de formation, révision en profondeur des mécanismes d'inscription et de renouvellement, harmonisation de la réglementation québécoise avec celle du reste du Canada, entre autres.

Le mémoire met aussi le doigt sur une



POUR RETROUVER
LES TEXTES DES CHRONIQUEURS
www.cyberpresse.ca/chroniqueurs

aberration qui ne peut être expliquée autrement que par un délire bureaucratique complètement échevelé. Le Bureau des services financiers est l'organisme chargé d'encadrer l'application de la loi 188 sur la distribution des services financiers. On y trouve évidemment des

représentants des différents secteurs financiers, mais aucun siège n'a été prévu pour les banques, qui comptent tout de même, au Québec, pour 52 % de l'épargne personnelle, 73 % des dépôts d'entreprises, 61 % du crédit aux particuliers et 75 % du crédit aux entreprises. Pouf ! Comme si l'acteur numéro un n'existait pas...

■ ■ ■

Mais ce qui rend le document particulièrement intéressant, ce sont les exemples concrets, tirés de la vraie vie. Les auteurs ont manifestement compris qu'il ne suffit pas d'aligner les arguments techniques. Il faut aussi illustrer le propos.

Ainsi, le mémoire rappelle qu'un planificateur financier, au Québec, est régi par le BSF pour l'obtention d'un certificat, par le CSF pour ce qui est de discipline et de la déontologie, par l'IQPF pour l'obtention d'un diplôme et la formation continue, et par un des trois ordres professionnels (administrateurs agréés, notaires, comptables généraux licenciés) dont les membres sont autorisés à porter le titre de planificateur financier. Cela fait pas mal de monde pour un seul représentant.

Il y a encore plus fou. Les représentants en épargne collective, en contrats d'investissements et en plans de bourse d'études relèvent de la CVMQ s'ils travaillent pour un courtier. Mais s'ils ne sont pas à l'emploi d'un courtier, ils tombent sous l'autorité du BSF. Ils doivent donc s'inscrire au BSF, relever de la CSF pour ce

qui est de la formation continue, mais continuer de dépendre de la CVMQ pour la réglementation de leurs activités en valeurs mobilières. Pour ce qui est de la discipline, les deux organismes s'en partagent la responsabilité, la CSF nommant un syndic et la CVMQ un cosyndic.

Les différents organismes réglementaires ont la main plutôt lourde en ce qui concerne les frais. Pour permettre à ses employés d'exercer une fonction prévue dans la loi, une banque opérant au Québec doit acquitter des frais de formation de base, des frais de stage, des frais d'inscription, des frais annuels de renouvellement, des frais de formation continue, des frais d'assurance-responsabilité, des contributions aux divers fonds d'indemnisation, des cotisations annuelles, des frais reliés aux employés portant le titre de planificateur financier et membres d'un ordre professionnel visés par une convention avec le BSF, entre autres. Les banques tiennent évidemment compte de tous ces coûts pour ajuster les frais qu'elles imposent à leurs clients, de sorte que c'est le consommateur, au bout du compte, qui paie pour tout cela. Un cabinet de planificateurs financiers paie des frais au nom de ses représentants au BSF, et des frais au nom du cabinet au BSF, à la CSF, à la CAD, au FISF et à la CVMQ, en plus d'avoir à payer des frais annuels à l'IGIF pour leurs filiales à charte provinciale.

Les deux principales lois régissant la distribution des produits et des services financiers ne contiennent pas moins de 937 articles. Même les experts ne s'y retrouvent pas.

On pourrait multiplier les exemples du genre. Le mémoire des banquiers fait ressortir à quel point la ministre Marois a eu raison de s'attaquer au problème. L'expérience et la réputation des membres du groupe de travail sont telles qu'on peut raisonnablement espérer, d'ici peu, le grand ménage que l'on attend depuis bien trop longtemps.

EN BREF

Wilco investit à Candiac

WILCO, société spécialisée dans l'impression et la fabrication d'emballages haut de gamme pour les industries pharmaceutique, cosmétique et des colorants capillaires, investira 18,15 millions durant trois ans pour agrandir et moderniser son usine de Candiac. Cette opération bénéficiera d'un prêt sans intérêt de 2,2 millions accordé par Investissement Québec pour l'acquisition d'équipements et la

création de 50 emplois d'ici 2005. L'investissement sera destiné à l'acquisition et à l'agrandissement des bâtiments actuels, à l'installation d'une nouvelle presse lithographique et, ultérieurement, à l'achat de plusieurs presses à imprimer et à finition. Wilco fait un chiffre annuel d'environ 40 millions et appartient à Groupe Cartem-Wilco ; ce dernier est détenu à 49 % par le Fonds de solidarité FTQ et à 51 % par Pierre Beaudoin, Pierre-Maurice Vachon et Lucien Labbé.



M^{me} Sherley Gough
Vice-présidente à la trésorerie et aux relations avec les investisseurs

M. Bruno Riverin, président et chef de la direction d'Investissement Desjardins, est heureux d'annoncer la nomination de M^{me} Sherley Gough au poste de vice-présidente à la trésorerie et aux relations avec les investisseurs. Au cours de sa carrière, M^{me} Gough a développé une expertise en stratégie financière, trésorerie, fiscalité et gestion administrative au sein de plusieurs grandes entreprises. Comptable agréée depuis 1989, M^{me} Gough détient un baccalauréat en administration des affaires de l'Université du Québec à Montréal.

Dans le cadre de ses fonctions, M^{me} Gough s'assurera d'une gestion optimale du portefeuille de placement de Capital régional et coopératif Desjardins. Elle coordonnera et diffusera l'information relative à la gestion des placements et veillera à ce que les investisseurs de Capital régional et coopératif Desjardins bénéficient de services de qualité, tant au niveau transactionnel qu'au niveau informationnel.

Créée en 1974, Investissement Desjardins est la société de capital de risque du Mouvement des caisses Desjardins qui investit dans des PME en croissance. Elle s'est donné pour mission d'ajouter de la valeur à ses entreprises associées et de les amener à occuper une place significative dans leur secteur d'activité, sur les marchés canadiens et internationaux. Investissement Desjardins et ses fonds régionaux sont partenaires de près de 120 entreprises. En octobre 2001, Investissement Desjardins devenait le gestionnaire du nouveau fonds public de capital de risque, Capital régional et coopératif Desjardins.



Investissement
Desjardins

SEMAINE HEC 2001

Découvrez le monde de la finance

Cette année, la Semaine HEC – un événement annuel – vous fait entrer dans l'univers de la finance.

Entrée libre aux ateliers et aux conférences

www.hec.ca/semainehec

Ateliers d'initiation au placement

	Mardi 20 novembre	Mercredi 21 novembre	Jeudi 22 novembre
De 17 h 30 à 18 h 30 Salle Lévesque Beaubien Geoffrion (1 ^{er} étage)	Comment circule votre argent sur les marchés financiers? Une introduction à la Salle des marchés HEC *		
De 17 h 30 à 18 h 30 Salle Société générale de financement du Québec (rez-de-jardin)	Investir dans les actions des entreprises de la nouvelle économie	Investir dans les fonds communs de placement	Investir dans les débetures, les obligations et les titres hypothécaires

Conférences publiques

	Mardi 20 novembre	Mercredi 21 novembre	Jeudi 22 novembre
À 19 h à l'amphithéâtre IBM (rez-de-jardin)	Les nouvelles tendances en finance bancaire pour les PME Par David Pinsonneault Directeur, Groupe financement structuré Banque Nationale du Canada <i>Conférence organisée par la Chaire de développement et de relève de la PME de l'École des HEC</i>	Le nouveau cadre réglementaire pour le secteur financier et ses impacts sur les consommateurs Par Jean Roy Professeur de finance, HEC	L'évolution de la finance d'hier à demain Par Pierre Laroche Directeur du Service de l'enseignement de la finance, HEC

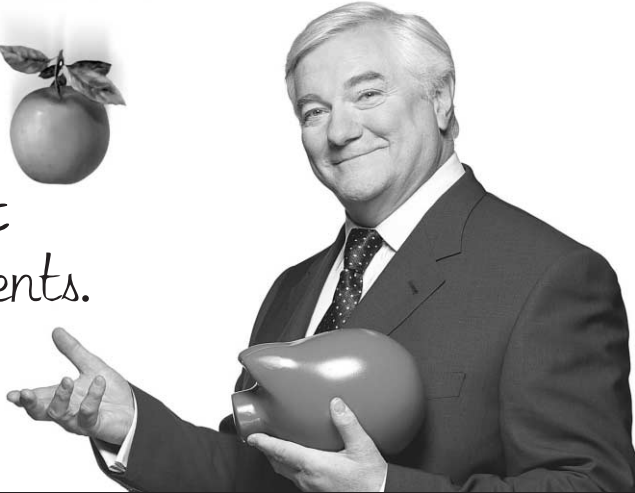
* Réservation requise pour assister à cet atelier seulement : (514) 340-6609. Pour toute autre information : (514) 340-6622.

Université de Montréal
Autobus 51 ou 129

École des Hautes Études Commerciales
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal (Québec) H3T 2A7



Ceci est le fruit
de vos investissements.



Qui sème des Obligations à taux progressif
Placements Québec récolte...

La flexibilité : remboursables chaque année à leur date anniversaire sans pénalité.

La progressivité : taux avantageux fixés pour 10 ans.

La tranquillité : garanties sans limites par le gouvernement du Québec.

Année	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Taux annuels (%)	3,00*	2,30	4,00	4,50	4,75	5,50	6,00	6,50	7,25	8,00

* Taux incluant le boni de 1 % la première année pour les nouveaux fonds REER.

Placements
Québec

NOTRE INTÉRÊT À TOUS

Boni +1%
la première année pour
les nouveaux fonds REER

LES
OBLIGATIONS
À TAUX
PROGRESSIF
PLACEMENTS
QUÉBEC

Du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h et les samedis
de novembre, de 10 h à 16 h.

1 800 463-5229

Région de Québec,
521-5229.

www.placementsqc.gouv.qc.ca

Des entrepreneurs qui ont trouvé leur niche



SÉBASTIEN RODRIGUE
PME

collaboration spéciale

Des centaines de milliers d'animaux de compagnie du Québec et de partout dans le monde doivent leur ration quotidienne à PLB International, une entreprise de Boucherville qui fabrique de la nourriture sèche pour chiens et chats comme si elle cuisinait pour des humains.

Le fabricant de croquettes commercialise déjà les marques Jappy, Pro Nature, Eureka et de la nourriture pour des marques privées de chaînes d'alimentation. Le 7 novembre dernier, l'entreprise de Boucherville a annoncé des investissements de 3 millions et lancé sa nouvelle marque, First Choice, qui comprend 53 produits différents. « Nous voulons être le numéro deux mondial dans le haut de gamme », précise Jocelyn Brasseur, président de PLB International. L'entreprise occupe présentement le troisième rang dans cette catégorie, derrière Science Diète, qui appartient à Colgate Palmolive, et Royal Canin.

La PME, détenue à parts égales entre les frères et soeur Jocelyn, Jacinthe et Jean Brasseur, veut déployer sa marque de produits haut de gamme et prendre davantage racine dans la quinzaine de pays où elle exporte. En même temps, elle a changé son nom, Produits LB, pour « PLB International », afin d'éviter les problèmes linguistiques dans des pays asiatiques, en Amérique du Sud, en Afrique et en Europe de l'Est.

Tout comme leur père, la deuxième génération de dirigeants démontre un caractère de visionnaire. Jean-Marie Brasseur a fondé son entreprise en 1969 et fabriquait de la nourriture pour le bétail à partir de pain impropre à la consommation humaine. « Mon père a toujours été en avance sur son temps et il a eu l'idée, en 1976, de faire de la nourriture pour les petits animaux », rappelle Jocelyn

Brasseur. À ce moment, il n'existait aucun fabricant de ce genre au Québec et aujourd'hui, PLB International est encore seul.

Lors d'une livraison dans une ferme, le père observe des chiens qui se régalaient des quelques grains tombés des camions. « Il fait alors fabriquer un produit aux États-Unis et il nourrit des chiens de chasse à courre qui en raffolent », raconte le président de PLB International. Une petite révolution, puisque les propriétaires d'animaux avaient plutôt l'habitude de les nourrir avec des restants de table.

Avec l'arrivée de la relève familiale quelques années plus tard, l'entreprise se lance tête baissée dans la fabrication et la commercialisation de nourriture sèche pour chiens et chats. « Quand j'ai commencé, en 1981, on ne connaissait absolument rien de la mise en marché », dit Jocelyn Brasseur, qui a étudié en finance. En 1996, l'entreprise délaisse ses activités dans la nourriture pour le bétail et réalise aujourd'hui 35 millions de chiffre d'affaires avec la vente de croquettes. La PME de 105 employés fabrique 450 produits différents et occupe le quart du marché québécois.

Jean-Marie Brasseur a pris sa retraite en avril dernier. Son fils Jocelyn a pris sa place à la présidence, tandis que Jacinthe occupe le poste de vice-présidente ventes internationales et Jean celui de vice-président exploitation.

Une question de goût

PLB a commencé à vendre ses produits en Europe en 1996 et ensuite au Japon. Jacinthe Brasseur a boursingué pendant plusieurs années pour développer les exportations. Ces efforts rapportent aujourd'hui puisque les principaux marchés en croissance se trouvent à l'extérieur de l'Amérique du Nord, selon M. Brasseur.

« Ici, on se chicane pour le même os. Il n'y a pas de croissance naturelle. On enlève le client à un autre », mentionne-t-il. Les marchés d'Europe de l'Est et du Japon, par exemple, offrent une croissance annuelle de 25 % en volume par rapport à 4 % en Amérique du Nord. Avec sa nouvelle marque, l'en-

treprise compte maintenant accroître ses exportations pour augmenter son chiffre d'affaires à 50 millions d'ici trois ans.

PLB est un petit acteur dans ce marché, mais 25 % de ses ventes s'effectuent dans d'autres pays. « C'est difficile d'être petit dans un monde de grands, mais on peut se démarquer en occupant des niches très spécialisées », note Jocelyn Brasseur.

Le marché mondial de la nourriture sèche se chiffre à 25 milliards de dollars américains. Pour y faire sa place, l'entreprise jongle avec l'idée d'acquérir une usine de fabrication à l'extérieur du Québec. Cette industrie traverse d'ailleurs une vague de consolidation et, à ce jour, environ 150 compagnies ont disparu aux États-Unis.

Le véritable secret de la famille Brasseur concerne toutefois le goût de sa nourriture. Pour rehausser la qualité de ses croquettes, l'entreprise investit beaucoup d'argent en gastronomie canine : pas moins de 20 % de ses profits sont consacrés à la recherche et au développement.

Les produits First Choice, par exemple, ont requis deux années de préparation avant de se retrouver sur les tablettes. Ces croquettes contiennent maintenant des antioxydants qui préviennent le cancer et le vieillissement. « L'animal en mange moins, il en digère plus et il peut avoir une plus longue vie », résume Jocelyn Brasseur pour expliquer les vertus de sa bouffe. L'entreprise s'est même convertie à la norme HACCP, le plus haut standard de qualité pour les entreprises en alimentation humaine.

Ces « super aliments » doivent néanmoins plaire à la gent canine et une équipe de dégustation composée d'une quarantaine de bêtes font des tests à l'aveugle. Les chercheurs doivent aussi se soucier du goût des maîtres, parce que certains d'entre eux goûtent à la croquette avant d'en donner !

« L'animal ne goûte pas du tout comme l'humain et nous avons dû modifier le goût en fonction des maîtres », dit Jocelyn Brasseur, qui possède lui-même deux chiens : un lhassa-apso et un yorkshire-terrier.

Goûteurs ou pas, les propriétaires de chiens et de chats jouent un rôle important dans l'élaboration des produits. « Si nous regardons ce qui se fait dans l'alimentation humaine et que nous adaptons ces tendances, dit-il, c'est là que nous serons en avance sur notre temps. »

EN BREF

Regroupement

VIVENDI UNIVERSAL a annoncé hier qu'elle regrouperait ses actifs Internet au sein d'une entité unique baptisée Vivendi Universal Net USA, dirigée par l'ex-président de MP3.com, Robin Richards. Sont notamment concernés par cette décision les sites musicaux MP3.com, EMusic.com et GetMusic.com et les sites de jeux Flipside, Uproar et IWin.

Reuters

La baisse s'accélère

LA BAISSÉ des ventes de téléphones mobiles s'est accélérée au troisième trimestre dans le monde et le numéro un du secteur, Nokia, a continué à perdre des parts de marchés, montre un rapport de Gartner Dataquest publié hier. Les ventes de téléphones mobiles au grand public ont diminué de 10 %, à 94,4 millions d'unités, par rapport à la période correspondante de 2000. Elles avaient déjà reculé de 8,4 % au deuxième trimestre, ce qui représentait leur première baisse en rythme annuel.

Reuters

Serveur puissant et bon marché

DELL COMPUTER a lancé hier un serveur plus puissant destiné aux petites et moyennes entreprises, et dont le prix peu élevé constitue un atout sur ce marché. Dell, qui est devenu le premier fabricant d'ordinateurs personnels cette année en pratiquant une guerre des prix agressive, a déclaré que ce serveur doté du Pentium III d'Intel cadencé à 1,13 gigahertz serait proposé à 1400 \$ US.

Reuters

IBM étend ses services sécurité

IBM a dévoilé hier son projet de renforcement de ses services de sécurité afin d'y inclure les technologies permettant d'aider les entreprises et les gouvernements à sécuriser leurs environnements et à combattre les menaces biologiques, notamment bactériologiques. IBM propose déjà toute une gamme de services dans le domaine de la sécurité informatique mais doit faire face aux demandes croissantes de ses clients suite aux attaques du 11 septembre et à la vague de lettres porteuses du bacille du charbon aux États-Unis, ont déclaré des responsables d'IBM.

Reuters

Air Canada maintient le supplément malgré la baisse des prix du pétrole

Presse Canadienne

AIR CANADA maintient le supplément de 30 \$ pour le carburant sur ses billets aller-retour, malgré la forte baisse des cours du pétrole depuis les attentats terroristes du 11 septembre.

Le principal transporteur au pays impose ce supplément à ses clients depuis le 31 mai. Dans les jours qui avaient précédé l'entrée en vigueur de cette mesure, le baril de brut se vendait 28,55 \$ US, alors qu'il ne valait plus hier que 18 \$ US environ sur le marché new-yorkais.

Une porte-parole d'Air Canada a néanmoins affirmé que le transporteur n'envisageait pas, pour l'instant, de retirer ce supplément.

« Nous continuons d'évaluer le contexte concurrentiel », a ajouté Nicole Couture-Simard, en précisant

que les grands transporteurs américains maintenaient leur supplément de 27 \$ CAN en vigueur depuis le mois de janvier.

Air Transat, deuxième transporteur canadien depuis la récente mise en faillite de Canada 3000, avait imposé un tel supplément de 30 \$ le 1^{er} juillet dernier. Il l'a toutefois retiré le 31 octobre sur tous ses vols à l'exception de ceux à destination de villes canadiennes et de la Floride.

Une porte-parole d'Air Transat, Seychelle Harding, a précisé que le supplément ne s'appliquait plus que pour 10 % des vols et que la direction envisageait la possibilité de l'éliminer complètement.

WestJet, un transporteur à tarifs réduits de Calgary, n'a jamais imposé un tel supplément.

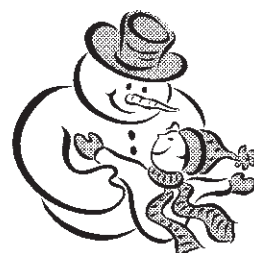
Le carburant représente le deuxième poste de dépenses pour un transporteur aérien, après les salaires.



Les enfants. Notre investissement le plus précieux.

Le 5 décembre prochain, investissez dans un miracle...

Marchés mondiaux CIBC et CIBC Wood Gundy feront don de leurs honoraires et commissions à des œuvres de bienfaisance pour les enfants. Une fière tradition depuis 1984, la Journée du miracle pour l'enfance a permis de recueillir plus de 71 millions de dollars pour améliorer la santé, l'éducation et le bien-être des enfants.



www.childrensmiracle.com

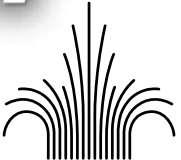
Fondation du miracle pour l'enfance de Marchés mondiaux CIBC

Entrepreneurs, cadres et professionnels

ÂGÉS DE 40 ANS ET MOINS

DÉCOLLEZ!

12^e congrès



REGROUPEMENT
DES JEUNES GENS D'AFFAIRES
DU QUÉBEC

présenté par :



La Chambre
de commerce et d'industrie
de Laval

COMMISSION DES JEUNES

LES 23, 24 et 25 NOVEMBRE 2001
AU COSMODÔME DE LAVAL

Inscrivez-vous maintenant!

Tél. : (450) 682-5255, poste 225
www.ccilaval.qc.ca/congres



Développement
économique Canada

Canada Economic
Development

Canada

Recherche, Science
et Technologie
Québec

Canada

Régions
Québec



LAVAL



BDC



Raymond Chabot
Grant Thornton



Hydro
Québec



Emploi
Québec



Forum
jeunesse
Laval



CD



Langlois Gaudreau



BANQUE
NATIONALE



La Presse

300265A

300267

À bord de toute IS 300, il y a un conducteur qui n'a pas envie de quitter le volant.

Bien trop souvent, les voitures haute performance ne méritent pas leur nom. Et quand elles parviennent à offrir d'excellentes performances, c'est au détriment du confort et de la fiabilité. Ce qui n'est pas le cas des Lexus IS 300 2002. Après tout, chacune est une Lexus. Une Lexus dotée d'un puissant et nerveux six cylindres en ligne de 3 L et 215 ch, universellement acclamé pour ses performances hors pair. Alors, que vous optiez pour la nouvelle berline à boîte manuelle, le modèle automatique à sélecteur de vitesses

« E-shift » sur le volant, ou encore la nouvelle SportCross à 5 portes, vous bénéficierez du confort de roulement et de la tenue de route d'une véritable voiture haute performance. Et vous ne pourrez plus vous en passer.

Pour contacter un concessionnaire Lexus ou en savoir plus :
1 800 26-LEXUS • www.lexus.ca

LA LEXUS IS 300 2002
à partir de 37 820 \$*

À la conquête de la perfection.



LA LEXUS IS 300 à 5 vitesses 2002

LA LEXUS IS 300 « E-Shift » automatique 2002

LA LEXUS IS 300 SportCross 2002

*PDSF de la Lexus IS 300 2002 à boîte manuelle 5 vitesses. Taxes, frais de transport, de préparation et d'administration en sus.

Les cités intelligentes



Liette D'AMOURS
COMMERCE ÉLECTRONIQUE

collaboration spéciale
liette.damours@cefrio.qc.ca

Dialoquer en ligne avec son maire, suivre en direct les débats de son conseil municipal, enregistrer une naissance, rechercher un emploi, consulter le bulletin scolaire de ses enfants, repérer une pharmacie de garde, réserver un livre à la bibliothèque ou encore prendre un rendez-vous chez le médecin, voilà quelques exemples de services en ligne déjà mis à la disposition des citoyens de Boston, Singapour, Issy-les-Moulineaux (France) et la région de Valence en Espagne.

Alors qu'ailleurs dans le monde, différentes initiatives en matière de cités intelligentes (*smart cities*) voient le jour, il semble qu'au Québec, les municipalités ne réalisent pas encore l'importance de prendre le virage de l'inforoute. Ainsi, selon Québec-Affaires, à peine 30 % d'entre elles avaient accès à un courriel en mai 2000. Toujours selon la même source, seulement 178 municipalités québécoises sur 1300 possédaient un site Web, soit 14 %.

Étant majoritairement des vitrines, très peu de ces sites offrent des services de types

interactifs, encore moins transactionnels. On est donc encore loin du concept de collectivité ingénieuse qui vise à fournir aux résidents des outils et des services en ligne liés à l'éducation, au service communautaire et au développement commercial de leur collectivité.

Et pourtant selon un sondage effectué par Léger Marketing-CEFRIO en décembre 2000 (NETendances), près de la moitié des adultes québécois (44 %) pensent que leur municipalité devrait offrir au moins un service en ligne.

Mais qu'est-ce qui explique un si faible engouement ? D'une part, le gouvernement a priorisé le branchement des familles et des entreprises, ce qui a relégué au second plan le développement technologique des municipalités. D'autre part, il semble que les élus municipaux et les administrateurs publics soient encore peu sensibilisés au phénomène, donc peu habilités à mettre de l'avant de tels projets.

Avantages et bénéfices

Et que gagneraient les Québécois à la mise sur pied de cités intelligentes ? Ces transformations permettent d'abord aux municipalités d'offrir de meilleurs services dans des délais plus courts. À condition, toutefois, de revoir leurs processus d'affaires et de passer d'une gestion effectuée en silo à une véritable gestion en réseaux.

Elles favorisent également la réduction des coûts : les technologies de l'information (TI) aident à améliorer la productivité des collectifs en rendant les processus internes plus

efficaces et en évitant les multiples duplications dans les dédales bureaucratiques de la prestation de services. Les villes pourraient aussi (comme le font actuellement les grandes entreprises) se regrouper au sein d'une place d'affaires électroniques pour réduire leurs frais d'approvisionnement.

Les TI offrent en outre une formidable occasion pour les territoires de développer leur tissu économique local. Le portail d'une collectivité permet non seulement de mettre en réseau les entreprises mais aussi les ressources professionnelles, associatives et individuelles du territoire. Ce qui crée un espace de découverte mutuelle pour tous ces acteurs. Sans compter que ce portail leur donne une visibilité à l'échelle nationale et internationale. Ce qui représente une excellente façon de promouvoir le tourisme et le loisir.

Finalement, la création de cités ingénieuses donne également l'occasion de rééquilibrer et améliorer la compétitivité des territoires. Ainsi, en favorisant le télétravail, la télémédecine et le téléapprentissage, les technologies de l'information contribuent au maintien, voire au développement de l'emploi dans les régions éloignées. Ce qui pourrait être extrêmement avantageux pour les régions québécoises qui n'arrivent pas à stopper l'exode de leurs jeunes cerveaux.

Conditions de succès

Évidemment, comme dans tout projet à savoir technologique, il ne suffit pas de simplement élargir la bande passante pour en assurer la réussite. L'analyse des initiatives actuelles a permis aux experts de déterminer

certaines conditions critiques de succès. Dans un premier temps, les acteurs clés et les utilisateurs doivent être sensibilisés et formés. Les gestionnaires du projet doivent aussi pouvoir anticiper et gérer les flux et les processus de travail générés par les portails, les guichets uniques et le travail en réseaux. Ce n'est donc pas tout d'offrir de nouveaux services, il faut pouvoir répondre à la demande.

Une culture de collaboration doit également être développée entre les acteurs locaux et les régions. Les experts recommandent aussi d'animer la communauté en utilisant les relayeurs locaux comme les groupes communautaires, les mouvements sociaux, les clubs économiques et les milieux associatifs ; de favoriser une approche centrée sur les besoins des citoyens ; de faire converger les politiques publiques et les programmes gouvernementaux et enfin de déployer des infrastructures de télécommunication efficaces et à haute vitesse.

À la lumière de ces recommandations, il ne reste plus qu'à souhaiter que les municipalités qui verront sous peu officiellement le jour, au Québec, profitent de cette étape de restructuration pour suivre l'exemple de leurs consœurs ingénieuses. Déjà des projets de cités intelligentes voient actuellement le jour dans les villes de Aylmer, Saint-Augustin-de-Desmaures et Bromont (2,4 millions de dollars) ainsi que dans la région de la Mauricie (9 millions).

Liette D'Amours est directrice, communication et marketing, au CEFRIO.



Photo Reuters ©

Quelqu'un veut vous voir...

Nokia a présenté hier trois nouveaux téléphones portables, dont le modèle 650 (notre photo), doté d'un écran couleur et d'une caméra incorporée. Le leader mondial des portables espère que ces nouveaux modèles donneront un coup de fouet à ses ventes, dans un marché de l'Internet mobile européen quelque peu affaibli.

Action-réaction

Luc Girard
NOUVELLE ÉCONOMIE

collaboration spéciale

LE MARCHÉ n'en finit plus de grimper. Les différents indices réagissent avec véhémence à toute bonne nouvelle concernant la guerre.

Signe de temps meilleurs, les bombardements ralentissent en Afghanistan et c'est au niveau boursier que retentissent les explosions. En effet, les sociétés de télécommunications ont connu une incroyable performance la semaine dernière, elles qui avaient accumulé un grave déficit face aux autres sous-indices boursiers.

Microcell a fait flèche de tout bois en annonçant lundi dernier ses premiers résultats d'exploitation trimestriels positifs, une première dans son histoire. Mais le titre de Microcell n'a réellement décollé qu'après l'annonce par la société d'une nouvelle émission de droits pour un montant de 250 millions de dollars. Les investisseurs ont applaudi avec ardeur, propulsant le titre à la hausse de près de 43 %.

La nouvelle a aussi entraîné des répercussions positives sur les deux autres sociétés ouvertes de l'industrie des télécommunications, soit Télésystème et Bell Canada International qui sont, elles aussi, à la recherche de financement à court terme. Ces deux titres ont terminé en hausse de 47 % et 31 % respectivement.

Le titre de Surefire était lui aussi tout feu tout flamme, après que la direction de la société eut annoncé qu'elle commençait à traiter les transactions pour la technologie Pointspurchase de points.com.

Autre société à s'être illustrée la semaine dernière, Engenuity a pris son envol à la suite de l'annonce que l'armée de l'air américaine avait acheté la suite de son produit Xtendsoft. La valeur du contrat était inconnue au moment de mettre sous presse.

Les actionnaires d'Exfo ont connu une bonne semaine alors que le titre était aidé par le retour en force de Nortel ainsi que par le lancement d'un nouveau produit prometteur, qui garantira aux fournisseurs de services de réseaux que leurs systèmes de transmission fonctionnent à pleine puissance.

Bien que les titres de télécom-

munications et de haute technologie aient davantage attiré notre attention, une société de biotechnologie du nom de Labopharm a terminé en hausse de plus de 12 % à la suite de l'annonce d'une entente de licence mondiale avec la compagnie Aventis Pharmaceuticals concernant le Contramid.

Toujours au chapitre de la biotechnologie, notons l'entente de collaboration pour le développement et la fabrication du peptide ThGRF entre la compagnie Theratechnologies et la société Bachem permettant à Theratechnologies, de produire la peptide ThGRF à un prix concurrentiel.

Hélas ! plusieurs des sociétés de la nouvelle économie ont été écorchées par le ralentissement économique et plusieurs d'entre elles ont annoncé la semaine dernière qu'elles devaient recourir à la restructuration de leurs activités. C'est le cas de Speedware Corporation, Bridgepoint, Art Advanced et Peachtree Network, cette dernière se plaçant même sous la protection de la loi de la faillite.

Luc Girard travaille à la Financière Banque Nationale.

Xerox prévoit un bénéfice annuel en 2002

Reuters

NEW YORK — Xerox Corp. prévoit dégager un bénéfice sur l'ensemble de l'année 2002, grâce à de nouveaux produits et à des décisions visant à réduire les coûts et la charge de la dette.

« Nous sommes aussi concentrés qu'un laser en vue de rétablir notre solidité financière et poursuivre les occasions de croissance à présent et à l'avenir », a déclaré le directeur général Anne Mulcahy hier.

D'ici 2005, Xerox compte parvenir à une croissance annuelle du

chiffre d'affaires de 5 à 6 %, à une croissance de la marge brute autour de 40 %, et à des charges commerciales et administratives ramenées entre 20 et 25 %, permettant de dégager une marge d'exploitation de 11 à 12 %.

| CONSTRUCTION |

L'installation de la machinerie de production soulève les passions

LAURIER CLOUTIER

Les syndicats et l'industrie de la construction convoitent la machinerie de production qu'une partie des 11 000 manufacturiers du Québec défend avec détermination depuis plus de six mois.

C'est le branle-bas de combat dans les organisations d'affaires. Les Manufacturiers et exportateurs du Québec (MEQ) et le Conseil du patronat du Québec (CPQ) organisent trois assemblées d'information d'ici le 5 décembre, pour expliquer entre autres que les coûts augmentaient « de 30 % à 100 % ». La Chambre de commerce du Québec renchérit avec quatre séminaires d'ici le 6 décembre.

Les syndicats affiliés, souvent à la FTQ Construction, veulent faire assujettir à leurs conventions collectives l'installation, la réparation et l'entretien de la machinerie de production chez les manufacturiers du papier, de la forêt, de l'alimentation, du métal, du meuble, du plastique et du textile, entre autres.

Une partie des 630 000 employés du secteur manufacturier font ce travail, de même que plus de 200 entrepreneurs spécialisés, souvent non syndiqués, et les fabricants d'équipement qui offrent par la suite des garanties sur leurs coûteux produits.

Au cours des dernières négociations du secteur public, conclues dans la paix, Québec a promis « d'examiner » l'inclusion de la machinerie. Des gens de la FTQ



Photo Photothèque La Presse ©

Le ministre du Travail, Jean Rochon.

croient d'ailleurs que c'est déjà conclu. Lors de précédentes négociations, le gouvernement Bouchard avait toutefois fini par refuser d'assujettir la machinerie parce que la construction n'avait pas fait son ménage pour s'adapter aux nouvelles réalités et devenir plus compétitive. Le secteur voulait compenser la baisse des heures travaillées et agrandir son marché, mais l'ex-ministre du Travail, Matthias Rioux, a répondu à l'industrie qu'elle n'avait pas fait la preuve que c'était d'intérêt public.

Cette année, le débat a repris en mai dernier. Au début d'août, le ministre du Travail, Jean Rochon, a rencontré des organisations patro-

nales mais leurs efforts sont restés « lettre morte », dit le président des Manufacturiers, Paul-A. Huot.

L'association de manufacturiers a alors suggéré à ses membres d'écrire au ministre. Plus de 350 lui ont écrit et ont souvent décrit en termes alarmants l'impact de l'inclusion.

Le ministre Rochon vient de convoquer une rencontre des parties, vendredi prochain, pour examiner les « paramètres » d'une étude d'impact. Jean Rochon prendra une décision au cours des « premiers mois de 2002 », déclare sa porte-parole, Sylvie Parent.

À l'Association de la construction du Québec (ACQ), le vice-président principal, M^e Michel Paré

nie vouloir élargir le champ de la construction. Il s'agit plutôt de clarifier la situation après les ambiguïtés créées par les tribunaux. Les professionnels de la construction perdent de petits contrats parce qu'ils doivent soumissionner selon les règles et pas les autres.

Les tournées organisées par les associations d'affaires s'apparentent à une chasse aux sorcières, estime le vice-président de l'ACQ, pourtant affiliée au CPQ. M^e Paré travaille sur l'inclusion depuis 1995. « C'est un petit dossier qui a pris des proportions énormes. »

Le marché de l'installation de la machinerie s'élève à 200 millions, estime le président du CPQ, Gilles Taillon. Après l'inclusion, les coûts grimperaient de 60 millions.

Chez les manufacturiers, M. Huot craint la perte de clients et d'emplois en raison de la chute de productivité. Pourquoi la FTQ réclame-t-elle un « monopole » ? Les manufacturiers doivent respecter les normes ISO (ce que les syndicats ne pourraient pas nécessairement assurer). Il faut moderniser la machinerie.

Les investissements dans la modernisation des usines s'élèvent à des milliards par année, souligne le président de la Chambre de commerce du Québec, Michel Audet. « On a autant besoin de l'inclusion qu'un coup de fusil dans la tête. Il y a beaucoup de problèmes sur les chantiers de construction ». Il ne faudrait pas étendre ça aux usines, conclut-il.

EN BREF

Perte chez McWatters

LA SOCIÉTÉ aurifère McWatters a fait part hier d'une perte nette de 1,7 million au troisième trimestre, sur des revenus en forte baisse de 8,2 millions, alors qu'il ne lui reste plus que quelques semaines pour présenter un plan d'arrangement à ses créanciers. La perte nette, qui équivaut à trois cents par action, est nettement moindre que celle de 16,9 millions, ou 22 cents par action, du troisième trimestre de l'année dernière. Les résultats de l'année dernière comprenaient toutefois une charge exceptionnelle de 13,9 millions pour la radiation d'actifs miniers et des frais de réorganisation liés à la fermeture permanente du complexe Sigma-Lamaque, en Abitibi. Les revenus de 8,2 millions ainsi que la production de 18 332 onces d'or au cours du troisième trimestre de 2001 marquent toutefois d'importants reculs par rapport aux 12,5 millions et 28 847 onces d'or de la période correspondante de l'année dernière. McWatters s'est placée sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies en février dernier, et elle a obtenu un délai supplémentaire en octobre.

Presse Canadienne

Pas de commentaire

BARRICK GOLD CORP. a refusé de commenter hier les rumeurs voulant qu'elle s'apprête à déposer une offre d'achat sur la sud-africaine AngloGold. La minière canadienne s'est bornée à dire qu'elle prendra le temps d'étudier les différentes perspectives qui s'offriront à elle partout dans le monde, y compris en Afrique du Sud. Plusieurs rumeurs circulent sur les marchés comme quoi Barrick, un des plus grands producteurs aurifères au monde, soit sur le point de déposer une offre sur la participation de 46,6 % d'AngloGold qui n'est pas détenue par sa société mère, Anglo American Plc.

Reuters

DATES D'ASSEMBLÉE

Données fournies par la société émettrice par l'entremise de LA CAISSE CANADIENNE DE DÉPÔT DE VALEURS LTÉE
* Modifications aux renseignements déjà publiés.
A = annuelle ; S = spéciale ; G = générales ; X = supplémentaire ; E = extraordinaire.

Raison sociale	Date inscr.	Date d'ass.	Type d'ass.
Aquarius Coatings Inc.	7 nov.	12 déc.	AS
Arden Holdings Inc.	27 nov.	28 déc.	S
ATI Technologies Inc.	6 déc.	10 jan.	AS
Big Valley Resources Inc.	18 déc.	25 jan.	AG
Canasia Industries	9 nov.	21 déc.	AG
Canol Exploration Corporation*	18 nov.	18 déc.	AG
Cardiome Pharma Corp	5 déc.	10 jan.	E
Carlinco Inc.	21 déc.	31 jan.	AS
Champion Resources Inc.	5 déc.	10 jan.	E
Command Drilling Corporation*	22 nov.	27 déc.	S
Conac Software Corporation	13 déc.	18 jan.	AG
Essendon Solutions Inc.	26 nov.	31 déc.	AGS
Exfo Electro-Optical Eng. Inc.	10 déc.	16 jan.	AG
First Telecom Corp	26 nov.	31 déc.	A
Frontier Development Group Inc	13 déc.	17 jan.	AS
Furtime Hospitality Corp.	4 déc.	8 jan.	AS
Georgia Ventures Inc.	3 déc.	8 jan.	AG
Gestions Global (GLMPC) Inc*	12 nov.	3 jan.	S
Groupe TVA Inc.	7 déc.	15 jan.	AG
H2O Entertainment Corp.	23 nov.	28 déc.	S
Integrated Communication Ind.	3 déc.	31 déc.	AG
Intercontinental Mining Corp.	3 déc.	7 jan.	AE
International Bravo Resources	30 nov.	16 jan.	AG
Jazz Golf Equipment Inc.	7 déc.	17 jan.	AS
Jermtec Inc.	3 déc.	11 jan.	A
Landstar Properties Inc.	8 nov.	18 déc.	AG
Megawheels Inc.	12 déc.	21 jan.	AGS
Meridex Network Corporation*	6 nov.	20 déc.	AGE
Metro Inc.	17 déc.	29 jan.	AGE
Miniera Cortez Resources Ltd.	22 nov.	31 déc.	E
PGE Resources Corporation	30 nov.	7 jan.	AG
Quadtel Limited	6 nov.	30 nov.	AG
Ressources Continental Ltée	14 nov.	18 déc.	AS
Rogers Sugar Income Fund	14 déc.	7 fév.	A
Solomon Resources Limited*	13 déc.	18 jan.	AG
Sonus Corp.	29 nov.	17 jan.	AGS
Tan Range Exploration Corp	10 déc.	24 jan.	AG
Terraco Energy Corporation	6 déc.	15 jan.	AG
The Great Eastern Corporation*	5 oct.	21 nov.	AG
The Jenex Corporation*	22 oct.	10 déc.	AS
Titan Pacific Resources Ltd.	30 nov.	18 jan.	AG
Transition Therapeutics Inc.	22 nov.	20 déc.	S
Tri-Alpha Investments Ltd.	11 déc.	21 jan.	AG
Triax Resource LP II	30 nov.	23 jan.	S
Trojan Technologies Inc.	2 déc.	16 jan.	A
Valerie Gold Resources Ltd.	14 déc.	30 jan.	AG
Valley High Ventures Ltd.	3 jan.	10 fév.	A
Valcor Industries	4 jan.	12 fév.	AG
Vicom Multimedia Inc.	22 nov.	28 déc.	S
Waratrah Pharmaceuticals Inc.	22 nov.	20 déc.	S

3006329

IVACO

DIVIDENDES TRIMESTRIELS RÉGULIERS
ACTIONS PRIVILÉGIÉES
DE SÉRIE C, D ET E
ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SECOND
RANG, DE SÉRIE 1, 2, 3, 4 ET 5

AVIS est par les présentes donné que des dividendes trimestriels réguliers ont été déclarés sur les actions privilégiées et les actions privilégiées de second rang d'Ivaco Inc. en circulation et seront versés en espèces, en actions privilégiées de second rang, de série 5 ou au moyen d'une combinaison de celles-ci, comme suit :

Actions privilégiées

Dividende par action versé en espèces

de série C 1,10625 \$
de série D 0,625 \$
de série E 0,60 \$

Actions privilégiées de second rang

Dividende par action versé en espèces

de série 1 0,50 \$
de série 2 0,50 \$
de série 3 0,5625 \$
de série 4 0,32 \$
de série 5 0,59 \$

échangeables

Dividende par action versé en espèces

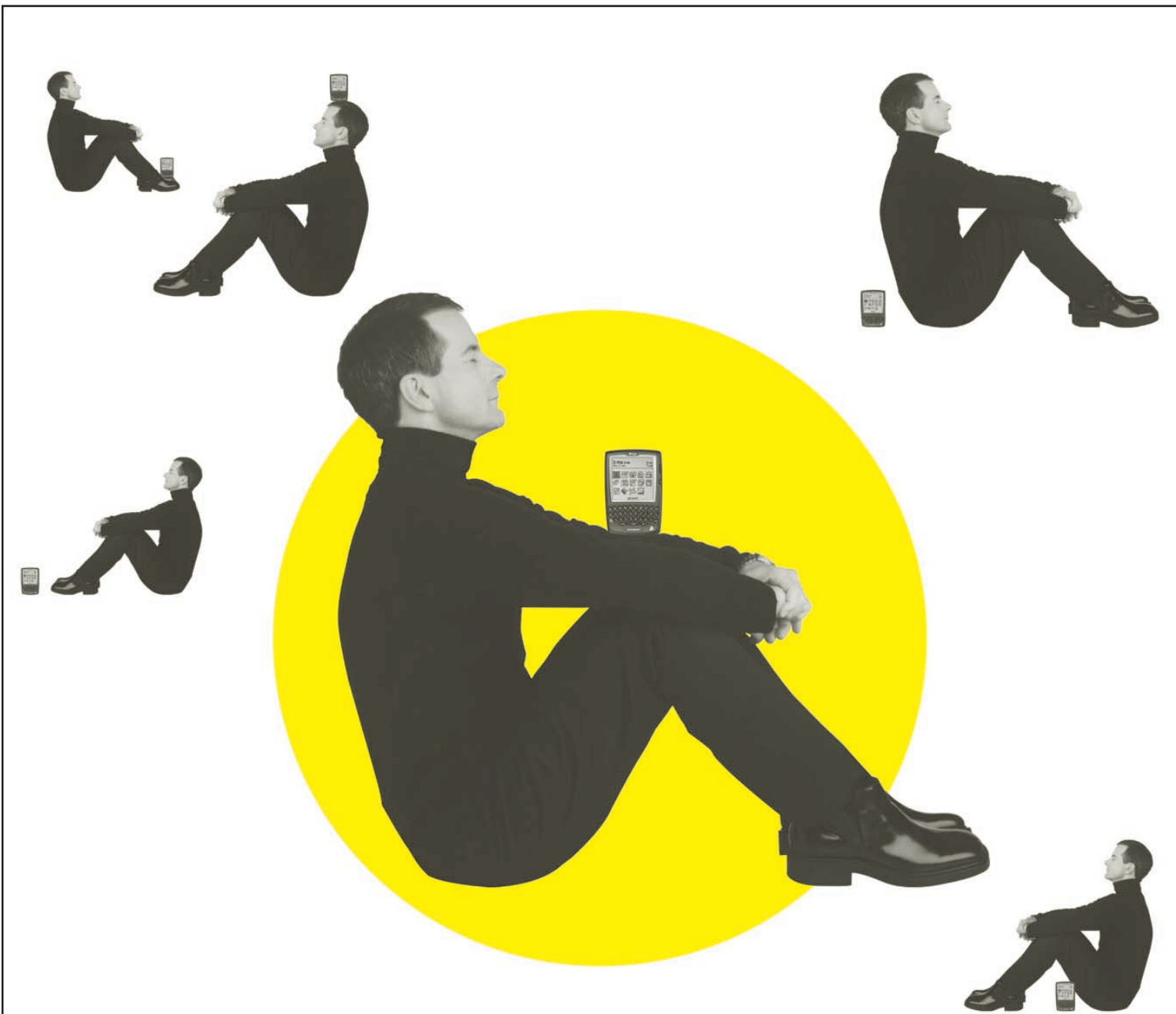
de série 5 0,65625 \$

Tous ces dividendes sont payables le 1^{er} janvier 2002 aux porteurs inscrits à la fermeture des bureaux le 5 décembre 2001, sauf le dividende sur les actions privilégiées échangeables de second rang, de série 4, qui est payable le 15 janvier 2002 aux porteurs inscrits à la fermeture des bureaux le 1^{er} janvier 2002.

FAIT à Montréal (Québec), le 14 novembre 2001

Le vice-président, chef du contentieux et secrétaire général,
Guy-Paul Massicotte

3005963



imaginez un cadeau qui vous permet d'être partout, tout le temps

Message reçu. Joyeux courriels tout le monde.

Quel cadeau vous offre les courriels, la messagerie texte bidirectionnelle, la possibilité de gérer votre emploi du temps et l'accès Internet de presque partout dans le monde* ? Voici l'organisateur sans fil BlackBerry: un très gros cadeau qui tient dans le creux de la main.

Pour le temps des fêtes, obtenez 50 % de rabais pour trois mois* sur le forfait de messagerie illimitée.



BLACKBERRY MC
100 \$
de rabais sur tout forfait de deux ans**

CONSULTEZ LE WWW.ROGERS.COM/SANS-FIL, COMPOSEZ LE 1 800 IMAGINE OU RENDEZ-VOUS CHEZ NOS DISTRIBUTEURS ROGERS MC AT&T MD PARTICIPANTS.

RadioShack.



FUTURE SHOP



* Offre valide jusqu'au 31 décembre 2001 sur toute nouvelle entente de un an ou deux. Le rabais de 50 % est applicable à toute nouvelle activation du forfait de messagerie Élite à 50 \$ par mois pour les trois premiers mois. Vous recevrez un crédit sur la facture correspondant à un rabais de 25 \$. ** Vous recevrez un crédit sur la facture correspondant à un rabais de 100 \$. Applicable à toute nouvelle entente de deux ans seulement, pour les forfaits de 25 \$ ou plus par mois. *Ces appareils ne sont pas offerts dans tous les magasins. Le service est limité aux zones desservies. **Les marques, images et symboles associés aux familles de produits RIM et BlackBerry, incluant « Toujours en service, toujours connecté », sont la propriété exclusive de Research In Motion et sont utilisés avec permission. **Rogers Communications inc. Utilisé sous licence. **AT&T Corp. Utilisé sous licence.

320inimaginable.



3002065A



**Montréal
BMW Canbec**
4090, rue Jean-Talon Ouest
Montréal
(514) 731-7871
www.bmwcanbec.com

**Laval
BMW Laval**
Nouvelle adresse
2450, boul. Chomedey, Laval
(450) 682-1212 / (514) 990-2269
www.bmwaval.com

**Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert**
16710, Route Transcanadienne
Kirkland
(514) 695-6662 / (514) 343-3413
www.jalbert-auto.qc.ca

**Rive-Sud
Park Avenue BMW**
8755, boul. Taschereau Ouest
Brossard (450) 445-4555
Montréal (514) 875-4415
www.parkavenuebmw.com

Les offres sur tous nos modèles sont disponibles sur bmwmontreal.ca
Entretien inclus pendant 3 ans ou 60 000 km, selon les intervalles recommandés par BMW.
Photo à titre indicatif seulement. Certaines options démontrées ne sont pas offertes sur le modèle de base. Cette offre prend fin le 31 décembre 2001.

Innovations 2002.

Qui aurait pu penser que les BMW de la Série 3 pouvaient encore s'améliorer ? Et pourtant, certains détails ajoutent du raffinement à une voiture déjà impressionnante.

À partir de:

34 500\$



Le plaisir
de conduire.™

CONOCOPHILLIPS

Naissance d'un nouveau géant du pétrole

PASCAL REYNARD
Agence France-Presse

WASHINGTON — La fusion de Conoco et Phillips Petroleum donnera naissance à un nouveau géant mondial et montre que le mouvement de concentration dans l'industrie pétrolière américaine n'est pas encore totalement terminé.

Cette opération, annoncée dimanche et d'un montant d'environ 35 milliards de dollars américains, va permettre à ces deux groupes, jusqu'ici d'importance moyenne au niveau mondial, de jouer désormais dans la cour des grands.

ConocoPhillips, nom du nouveau groupe qui devrait voir le jour officiellement au deuxième semestre 2002, se hissera parmi les six premières compagnies pétrolières mondiales. Il arrivera au troisième rang aux États-Unis, derrière ExxonMobil et Chevron-Texaco, deux compagnies nées elles aussi de méga-fusions réalisées ces deux dernières années.

« Cette fusion assure que les États-Unis seront le siège d'une troisième grande compagnie pétrolière mondiale. Pour Conoco et Phillips, réunir leurs forces constitue le moyen idéal pour être compétitif dans une industrie de l'énergie en mutation », a déclaré le PDG de Phillips, James Mulva, qui deviendra le numéro deux du nouveau groupe.

Le regroupement de Conoco et Phillips a été bien accueilli à Wall Street où les deux titres progressaient nettement hier matin, et par les experts qui voient cette opération comme mutuellement très profitable aux deux compagnies.

Dans l'industrie pétrolière, « le jeu est maintenant de devenir plus gros et de se battre au niveau mondial, ce qui fait que Phillips et Conoco sont les deux vainqueurs » de ce mariage entre égaux, explique David Wheeler, analyste à la Deutsche Bank.

« Wall Street a toujours considéré ceci (cette fusion) comme possible car il y a de bonnes synergies entre les deux compagnies », estime aussi Bruce Lanni, analyste à AG Edwards.

Les deux compagnies, dont les activités sont très complémentaires, ont annoncé qu'elles espéraient réaliser quelque 750 millions US d'économies annuelles grâce à leurs synergies.

Au-delà de ces réductions de coûts, l'opération permettra à ConocoPhillips d'acquérir une taille suffisante pour rivaliser avec les plus grands au niveau mondial.

Comme l'a montré l'énorme mouvement de concentration opéré ces dernières années aux États-Unis ou en Europe, la taille est devenue essentielle dans l'industrie pétrolière, pour pouvoir mieux résister aux fortes fluctuations des cours du brut — tombés actuellement à leurs plus bas niveaux depuis deux ans — et financer des programmes d'exploration de plus en plus coûteux, soulignent les analystes.

ConocoPhillips disposera en outre d'un bon équilibre entre ses différentes activités — exploration, production et commercialisation — et couvrira la quasi-totalité des continents.

L'entreprise aura une présence en Amérique du Nord (Alaska, Canada) et du Sud (Venezuela), en Europe (mer du Nord), au Proche-Orient, en Asie (Chine, Indonésie, Vietnam), en Russie et dans la mer Caspienne.

Après les fusions ExxonMobil, Chevron-Texaco et ConocoPhillips, le processus de concentration dans l'industrie pétrolière américaine devrait se poursuivre mais, parce qu'il n'y a plus de très gros candidats, des compagnies d'importance moindre seront en lice.

Parmi les sociétés concernées par des rachats ou fusions devraient figurer notamment Marathon Oil, Amerada Hess et Occidental Petroleum, prévoient les analystes.



Photo BLOOMBERG ©

Une raffinerie de Conoco, à Lake Charles en Louisiane.

« Je vais être payé. Mon acheteur n'est pas dans un de ces pays à haut niveau de risques. »

Modalités – Net dans 60 jours

TOTAL

14 396,86\$

CAD

Retournez une copie avec votre paiement
Copie de l'exportateur



Peu importe où se trouve votre acheteur, appelez la SEE avant d'apposer votre signature.

La police comptes-clients de la Société pour l'expansion des exportations (SEE) vous offre, à titre d'exportateur canadien, un filet de sécurité inestimable puisqu'elle assure 90 % de vos pertes lorsque votre acheteur ne vous paie pas.

Toute transaction comporte des risques de non-paiement, que votre acheteur provienne d'un marché émergent ou des États-Unis, notre plus important partenaire commercial. À titre d'exemple, l'année dernière seulement, 35 472 entreprises américaines

ont fait faillite. Cela explique en partie pourquoi 44 % de toutes les demandes d'indemnisation présentées à la SEE à l'égard de l'assurance comptes-clients étaient liées au marché américain.

Ne mettez pas votre entreprise en péril à cause d'acheteurs qui ne paient pas. Nous pouvons habituellement vous offrir une couverture dans un délai de 24 heures. Pour en savoir plus, contactez l'un de nos spécialistes des PME dès aujourd'hui.

Composez le 1 888 969-6785

www.see-info.ca



3000479A

Canada

Un monde d'opportunités à saisir

ConocoPhillips en bref

La nouvelle entreprise se hissera au 6^e rang des compagnies pétrolières dans le monde

Agence France-Presse

WASHINGTON — ConocoPhillips, née de la fusion des groupes américains Phillips Petroleum et Conoco, se hissera au sixième rang des compagnies pétrolières dans le monde au titre de ses réserves d'hydrocarbures et au cinquième pour ses capacités de raffinage.

ConocoPhillips deviendra le troisième groupe pétrolier américain en termes de capitalisation boursière (35 milliards de dollars américains environ), de réserves de pétrole et gaz, et de production, derrière Exxon-Mobil et Chevron-Texaco.

Les réserves en hydrocarbures du nouveau groupe se monteront à 8,7 milliards de barils équivalent pétrole avec une production quotidienne de 1,7 million de barils équivalent pétrole.

Elle possèdera des actifs un peu partout dans le monde et le réseau disposera de plus de 20 000 stations-service dans le monde.

Le groupe aura 19 raffineries aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Irlande, en Allemagne, en République tchèque et en Malaysia, avec une capacité de raffinage de 2,6 millions de barils de pétrole par jour.

ConocoPhillips, dont le siège se trouvera à Houston, au Texas, aura plus de 58 000 salariés et des actifs totalisant 63,1 milliards US. Sur la base des statistiques de 2000, son chiffre d'affaires s'élèverait à 53 milliards US et ses bénéfices nets à trois milliards.

Le nouveau groupe sera dirigé par le patron de Conoco, Archie Dunham, jusqu'en 2004, date de son départ à la retraite où il sera remplacé par l'actuel PDG de Phillips, James Mulva.

La fusion devrait être en vigueur au deuxième semestre 2002. Elle doit encore être approuvée par les actionnaires des deux groupes et les autorités de régulation.

Au terme de cette fusion entre deux compagnies d'importance à peu près égale, les actionnaires de Phillips seront légèrement majoritaires dans le nouveau groupe avec 56,6 % du capital alors que ceux de Conoco y détiendront 43,4 %.

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

20 novembre 2001

Page D9 manquante

L'économie russe fait enfin des progrès

La Russie est même un des rares pays en Europe à connaître une croissance de plus de 5 %



FRÉDÉRIC WAGNIÈRE
ANALYSE

Moins de deux ans après son élection, le président Vladimir Poutine a réussi à donner à la Russie une certaine stabilité politique et économique. La Russie est même un des rares pays en Europe à connaître une croissance de plus de 5 %. Trois ans après la crise financière désastreuse, sa situation financière est assez forte pour qu'elle puisse contempler une guerre des prix du pétrole contre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

L'instabilité sous son prédécesseur, Boris Eltsine, venait d'un étrange mélange de volonté de se rapprocher de l'Occident et d'affrontements stériles. À l'intérieur, il combinait les principes démocratiques avec des réformes économiques chaotiques qui profitaient surtout aux intimes du pouvoir.

M. Poutine est plus réaliste et évite les discussions idéologiques qui nuisent à son programme de réformes. En fait, l'élément clé de ses réformes économiques est de permettre rapidement à la Russie de devenir membre de l'Organisation

mondiale du commerce. La Russie serait alors tenue de respecter des normes dans l'organisation de son économie, normes reconnues par la communauté internationale.

Au moment où les marchés mondiaux s'ouvriraient davantage aux produits russes, Moscou s'engagerait à éliminer le protectionnisme et les structures cartélisées de nombreuses industries, qu'elle a héritée de l'époque soviétique. Ces structures ne nuisent pas seulement à la productivité de l'économie russe mais aussi à ses efforts d'exporter. Ainsi, les États-Unis ne reconnaissent pas que la Russie a une économie de marché lors de procès anti-dumping et la traite de façon plus sévère que d'autres concurrents. Les négociations en vue de devenir membre de l'OMC devraient mettre la Russie sur un pied d'égalité avec les autres membres.

L'adhésion à l'OMC confirmerait l'orientation actuelle de l'économie russe et pourrait même freiner son industrialisation. L'économie dépend maintenant en grande partie de l'exportation de ressources naturelles comme le pétrole, le gaz naturel, le nickel et des produits forestiers. C'est une orientation plus réaliste que l'autarcie de l'époque soviétique, mais qui pourrait gêner le développement économique et social.

Comme nous en sommes conscients au Canada, l'exportation de ressources naturelles n'est pas

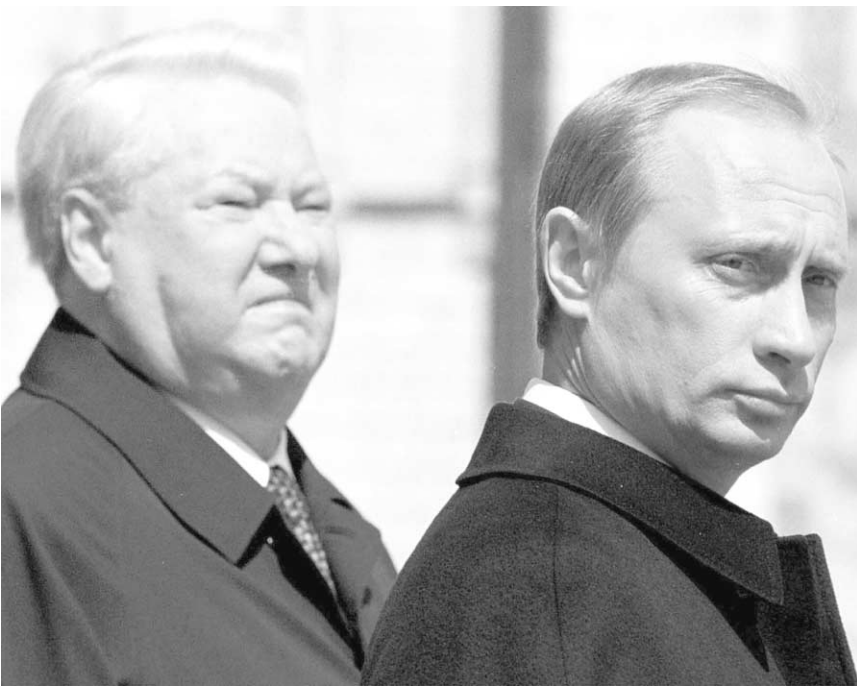


Photo Photothèque La Presse ©

L'ancien président de la Russie, Boris Eltsine, en compagnie de son successeur, Vladimir Poutine.

une garantie qu'il sera possible de relever continuellement le niveau de vie. Il est aussi nécessaire de miser sur l'augmentation de la productivité et de développer des industries modernes, ainsi que, de plus en plus, l'industrie des services. C'est aussi le calcul fait par les Suédois et les Finlandais pour se donner un des niveaux de vie les plus élevés au monde.

Des critiques de l'économie russe la comparent à celle des pays de l'OPEP, à cause de la place dé-

mesurée prise par le pétrole dans le développement économique et par son importance dans les finances publiques. Mais ce n'est pas entièrement juste en raison des efforts faits depuis deux ans pour moderniser et restructurer l'industrie.

Un des bienfaits de la crise financière de 1998 a été de rendre les prix des produits manufacturés russes concurrentiels à l'étranger. Les magnats de la finance russe, qui ont fait d'énormes fortunes lors des privatisations des sociétés

d'État, ont profité de cette situation pour acheter des entreprises manufacturières peu rentables et mal gérées, pour les rendre profitables et les revendre. On assiste ainsi, pour la première fois en trois quarts de siècle, au développement d'entreprises relativement petites, capables de survivre dans un marché libre. Elles sont par ailleurs fortement orientées vers l'exportation parce que leurs prix sont trop élevés pour les revenus des Russes.

On estime que le niveau de développement de l'économie de marché en Russie a maintenant atteint le niveau que des pays comme la Pologne et la Hongrie connaissaient déjà au milieu des années 1990. Pour consolider cette situation, il faudrait que les Russes montrent plus d'intérêt à investir à long terme dans leur économie. Or, ils continuent à préférer les placements en Europe de l'Ouest, même si les sorties de capitaux ont baissé de plus de moitié en un an.

Il y a, cependant, d'énormes faiblesses dans l'économie russe qui n'existaient pas au même degré ailleurs en Europe de l'Est. Le développement industriel est surtout concentré dans les grandes villes de Moscou et de Saint-Petersbourg. La Russie est relativement éloignée des grands marchés des pays industrialisés. Enfin, de nombreux Russes, occupant des places importantes, n'ont qu'une notion très approximative de l'organisation d'une entreprise industrielle ou d'une exploitation agricole.

La forêt certifiée en croissance

LISA BINSSE

LA CERTIFICATION des terres forestières au Canada est en forte croissance. Au 1^{er} novembre, le pays détenait 72 millions d'hectares de forêts certifiées, l'équivalent de plus de 60 % des terrains forestiers aménagés au pays, la plus grande superficie au monde, a indiqué l'Association des produits forestiers du Canada (APFC).

Selon l'APFC, les sociétés forestières canadiennes font certifier, par une tierce partie indépendante, leurs activités d'aménagement forestier à un rythme plus rapide que tout autre pays. Il y a quatre mois, le Canada comptait 50 millions d'hectares certifiés.

L'association croit qu'en 2005, la norme de gestion environnementale, la certification ISO 14 001, couvrira 105 millions d'hectares de forêts canadiennes.

Richard Descarries, porte-parole de l'APFC, a précisé que l'annonce de la position canadienne en matière de certification devait être faite en septembre en Atlanta, mais elle a été retardée.

Il s'agit en quelque sorte d'un « code d'éthique » qui assure le développement durable des forêts canadiennes, explique en entrevue Denis Leclerc, le porte-parole de la papetière Abitibi-Consolidated, qui se targue d'être la première à avoir obtenu une certification forestière au Québec, en juillet 2000. La papeterie a près de 11 millions d'hectares certifiés, notamment dans la région de Charlevoix, la toute dernière région à recevoir une certification. Elle fait partie du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Chaque société fait appel à une firme de vérificateurs indépendante pour faire certifier les terres publiques sur lesquelles elle a des droits de coupe en région.

« Cette forte performance des sociétés canadiennes, a déclaré dans un communiqué Jeffrey A. Hearn, président et chef de la direction de Weldwood Canada, qui préside le Comité directeur de l'environnement et de la foresterie de l'APFC, est la preuve manifeste de l'engagement de toute l'industrie envers l'aménagement forestier durable, répondant ainsi aux besoins de la clientèle et garantissant à la population canadienne que nos forêts sont bien aménagées. »

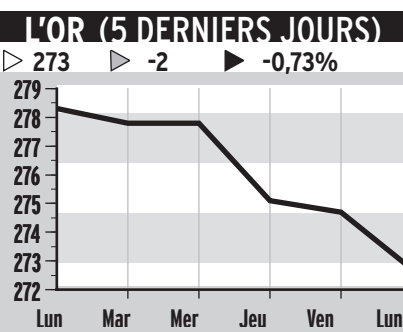
Demandez une subvention pouvant atteindre 400 \$ par an pour les études de votre enfant

Appelez un représentant d'Altamira et demandez notre trousse des REEE. C'est gratuit. 1-800-361-2354



INVESTIR

LES MARCHÉS D'HEURE EN HEURE



LA BOURSE EN BREF

TORONTO	
VOLUME	
Lundi	215 474 000
Vendredi	191 423 000

	Haut	Bas	Clôt	Var.
TSE 35	505,01	493,04	503,43	+10,32
TSE100	452,64	445,55	451,95	+6,74

S & P 60	432,15	+6,51
Aurifères	4568,4	-160,2
Les financiers	10776,4	+105,8
Métals/Minéraux	3803,8	+148,9
Oil & Gas	8365,6	+27,9
Industrielles	3803,8	+148,9

FAITS SAILLANTS

	Lundi	Vendredi
Actions n g.	1 279	1 248
Gains	591	541
Pertes	486	486
Inchang es	202	221
Hauts 01	23	16
Bas 01	19	30
VALEURS LES PLUS ACTIVES		

NEW YORK

Laidlaw Inc.	4 011 918	0,15	—0,005
ATI Technologies	3 652 325	15,36	—0,09
Air Canada	3 563 903	5,55	+1,07
Microforum Inc.	3 390 810	0,57	+0,17
CAE Inc.	3 141 115	10,53	+0,93

NASDAQ

VOLUME

Lundi 1 856 498 900

Vendredi	1 663 754 000			
INDICES NASDAQ				
	Haut	Bas	Clôt	Var.
Composite	1934,7	1905,3	1934,4	+35,8
Industrielles	1311,6	1293,1	1309,9	+12,27
Banques	2078,1	2063,0	2072,9	+11,75
Assurances	2330,8	2305,2	2330,8	+25,30
Finances	2233,3	2217,2	2227,9	+23,23

Transports	1203,0	1179,5	1202,9	+25,42
Telecom.	251,60	247,35	251,20	+5,64

FAITS SAILLANTS

	Lundi	Vendredi
Actions n.g.	4 385	4 390
Gains	2 229	1 946
Pertes	1 423	1 632
Inchangées	733	812

Bas 01	26	34
VALEURS LES PLUS ACTIVES		
Valeurs	Volume	Clôt. Var.
Cisco Syst.	62 993 400	20,71 +0,69
Palm Inc.	55 362 000	3,87 +0,44
JDS Uniphase	54 342 800	12,26 +0,66
Intel Corp	46 939 300	30,99 +0,45
Sun Microsystems	37 121 700	13,66 +0,27
XO Communications	33 103 500	1,36 +0,22

LES RAPPORTS FINANCIERS EXPRESS

Compagnies	PROFITS (PERTES)					
	(\$000)		Revenus bruts (\$000)			
	Courant	L'an dernier	Var. Courant	L'an dernier	Var.	
Résultats en dollars canadiens						
Alliance Atlantis Comm. (communications)Tor., Ont., 1er sem. 30 sept.	12700	11000	+15%			
	0,35	0,35		389200	299600	+29%
AMJ Campbell Inc. (démenagements)Mississ., Ont., 1er sem. 30 sept.	(325)	1220	—%			
	(0,05)	0,18		49943	48995	+1%
Belzbert Technologies (syst. electro.)Tor., Ont., 9mois 30 sept.	(2888)	(433)	—%			
	(0,25)	(0,05)		17325	7972	+117%
Canadian Bank Note Co. (imprimerie)Ottawa, Ont., 9mois 30 sept.	2332	(1328)	—%			
	0,09	(0,05)		91537	71947	+27%
cars4U.com. Ltd. (véhicule)Tor., Ont., Année 31 août	(440)	28	—%			
	(0,02)	n disp.		92600	70300	+31%
Coolbrands Intl. (alimentation)Tor., Ont., Année 31 août	11128	(27826)	—%			
	0,23	(0,61)		177610	97488	+82%
Cygnal Technologies (techno.&comm.)Oshawa, Ont., 9mois 30 sept.	1639	907	+80%			
	0,11	0,08		104371	65503	+59%
Destiny Res. Serv. (pétr.&gaz nat.)Calg., Alb., 9mois 30 sept.	7990	(1441)	—%			
	0,20	(0,05)		81605	87201	-6%
Dundee Bancorp Inc. (fiducie)Tor., Ont., 9mois 30 sept.	(63827)	15035	—%			
	(2,43)	0,56		185455	240482	-22%
Dundee Wealth Management (serv. financier)Tor., Ont., 9mois 30 sept.	(4220)	10050	—%			
	(0,12)	0,14		174249	216956	-19%
Garneau Inc. (corrosion&pipelines)Calg., Alb., 9mois 30 sept.	1498	(1666)	—%			
	0,13	(0,15)		20224	12519	+61%
Genesis Land Develop. (soc. immob.)Calg., Alb., 9mois 30 sept.	2216	(1247)	—%			
	0,05	(0,03)		27776	2218	+1152%
LBL Skysystems Corp. (entrep. de const.)B.-des-F.,Qc 1er sem. 30 sept.	1183	400	+195%			
	0,11	0,04		47100	28326	+66%
McWatters Mining Inc. (mines)MtL., Qc., 9mois 30 sept.	(5430)	(20801)	—%			
	(0,08)	(0,30)		30859	47867	-35%
MountReal Corp. (soc. immobili.)MtL., Qc., 9mois 30 sept.	7520	6818	+10%			
	0,98	0,92		28335	22484	+26%

Résultats en dollars américains					
D.G. Jewelry Inc. (bijouterie) Tor., Ont., 9mois 30 sept.	1800	1670	+7%		
	0,27	0,25		26100	26000 +0%
Sino Forest Corp. (prod. forestier) Tor., Ont., 9mois 30 sept.	10799	17920	-39%		
	0,13	0,20		87811	85074 +3%
Toys «R' Us (comm. détail) Paramus, N.J., 9mois 3 nov.	(91000)	153000	—%		
	(0,46)	0,70		6260000	6533000 -4%
TransGlobe Energy Corp. (pêtr.&gaz nat.) Calg., Alb., 9mois 30 sept.	2724	(634)	—%		
	0,05	(0,02)		6906	904 +663%

Suite à la page D17

NASDAQ

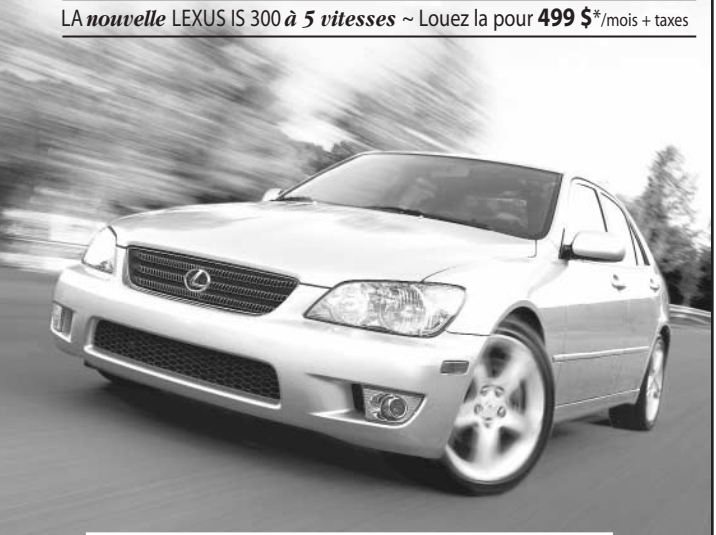
NASDAQ 1934.4

Date	Index Value (approx.)
17-nov-77	3000
13-févr-78	2500
9-mai-78	2300
1-août-78	1400
29-oct-78	1900

		ch.		52 sem.				ch.		52 sem.	
Values	Sym.	Div.	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	net	Haut	Bas	Ferm.	net
A - B											
ACT MI	ACTM	6777	220	196	490	12	30	1200	121		
ADel Tel	ACTM	133886	498	184	491	16	27	2706	263		
ASMI Int	ASMI	3000	1560	1550	1565	-60	27	2929	325		
ASML Mid	ASML	50360	1939	1818	1865	-86	300	3033	305		
AT Tech	ATM	1000	1000	1000	1000	0	0	0	0		
Abgenix	ABGX	12688	340	326	3319	50	77	7501	513		
Accom	AKLM	10282	559	544	547	0	62	625	31		
AcPerf	APRI	6182	295	276	3125	156	50	3018	265		
AcPharm	ACPH	1000	1000	1000	1000	0	0	0	0		
Acciom	ACXM	22535	1283	1230	1250	-40	431	76	106		
Adaptac	ADP	10330	1530	1530	1515	15	15	1536	576		
AdelphoBS	ADZ	6778	49	38	44	0	1013	26	10		
Adelpho	ADZ	50485	282	259	272	0	113	113	113		
Adobesoy	ADSO	32567	3362	3211	3365	615	75	84922	220		
ADVPCS	ADVP	1412	2875	277	3335	101	40	14155	140		
ADyDgInl	ADIG	5127	1567	1511	1555	19	2825	360	39		
ADyFCM	ADFC	9559	2146	2080	2133	75	3875	18	18		
ADyFCM	ADFC	9559	2146	2080	2133	75	3875	18	18		
Aeroflex	ARFX	8198	1750	1685	1710	19	3581	69	69		
AethiCS	AETH	15556	933	835	910	0	8914	135	135		
Affymet	AFY	3000	3625	3350	3600	120	7935	1536	1536		
Agilent	AG	1500	1500	1500	1500	0	1500	1500	1500		
AgileSt	AGST	10976	1430	1345	1400	30	7550	705	705		
AKamata I	NAMK	25486	588	555	585	40	5100	252	252		
Alamosa	APAC	4944	1547	1507	1542	12	2030	813	813		
AllylMyc	ALMY	1500	1500	1500	1500	0	1500	1500	1500		
AllylMyc	ALMY	1500	1500	1500	1500	0	1500	1500	1500		
AllylMyc	ALMY	1500	1500	1500	1500	0	1500	1500	1500		
Allegat	ALGT	6043	886	845	854	-29	2400	240	240		
Alliser	ARCC	9503	283	273	18	0	450	406	406		
Alphand	ANAD	13052	1819	1708	1801	33	5538	3036	3036		
Alphand	ANAD	13052	1819	1708	1801	33	5538	3036	3036		
Alvion	ALVR	775	345	315	327	16	1963	155	155		
Amazon	AMZN	98978	956	900	919	0	3240	381	381		
AEAgCo	SECS	27625	2740	2632	2748	12	4010	1615	1615		
Amgen	AMGN	5933	643	611	627	0	1433	333	333		
Amgen	AMGN	5933	643	611	627	0	1433	333	333		
Anadig	ANAD	13052	1819	1708	1801	33	5538	3036	3036		
Analog	ANEN	516	1685	1510	1654	14	7700	1004	1004		

ArtTech	ASCT	26990	2.5	2.64	2.35	51.75	0.58
Ascentials	ASCL	19994	3.85	3.65	3.85	11	8.25
Aspen	ASPC	12940	2.66	2.25	2.35	14.70	17.50
Aspen	ASPT	6575	53.76	52.02	53.14	60	63.08
Atmel	AT	16990	2.5	2.5	2.5	10.50	10.50
Autodesk	ADSK	4982	4.81	4.25	4.70	4.50	32.38
Avanex	AVNX	25748	9.40	8.30	8.70	93.75	20.70
Avantim	AVM	3998	3.03	2.87	2.96	4.01	9.63
Avaya	AVY	16990	2.5	2.5	2.5	10.50	10.50
AvicSys	AVCI	26059	4.12	3.66	3.75	66.40	11.40
Axcelis	ACLS	8009	14.05	13.42	13.75	0	22.00
BE Aero	BEA	3654	8.70	7.76	8.49	58.58	3.50
134A Sys	EGAS	14990	2.5	2.5	2.5	17.62	17.62
Ballpark	BLDP	5715	31.08	30.17	30.98	88	93.25
Banknorth	BKNG	54	12.14	11.29	11.61	21.71	40.13
BedBath	BBBY	38448	3.22	3.05	3.18	92	33.95
Bentley	BENT	16990	2.5	2.5	2.5	10.50	10.50
Bogen	BOGEN	17380	55.94	54.95	55.99	70.70	48.29
Bluemart	BMET	09	62.67	29.20	26.55	27.97	35.36
BlueStar	BLUE	8871	1.87	1.75	1.85	10	34.00
Bluewin	BWIN	16990	2.5	2.5	2.5	10.50	10.50
BradPhm	BPFX	5123	16.40	15.64	16.25	45	17.75
BroadVision	BVSN	137918	3.96	3.69	3.81	38.25	62.08
CorelCorp	CCOR	5089	2.25	2.46	2.36	1.10	4.06
Corning	COGL	3761	35.40	32.83	33.21	33.9	55.47
CorpExC	EXCD	5642	30.30	29.50	29.52	16	46.00
Cosine	CSIN	85795	3.98	3.41	3.41	35	52.75
Cosine	CSIN	85795	3.98	3.41	3.41	35	52.75
Costco	CSOT	5985	4.50	4.21	4.21	9.78	45.50
Cre Inc	CREE	15675	26.71	24.49	24.78	35	27.12
CritiPath	CPAT	9772	25.25	23.62	24.90	19	41.44
Cyberchase	CHAS	24675	24.95	22.80	24.01	38	51.88
Cytec	CYTC	24675	24.95	22.80	24.01	38	51.88
DSLNet	DSLN	5511	7.38	6.66	7.27	40.00	4.00
DelcPtr	DLDP	21589	27.37	26.44	26.92	32	31.32
Diger	S	14053	3.38	3.63	3.25	7.27	27.03
Digital	DIIG	14053	3.38	3.63	3.25	7.27	27.03
DirFocus	DFX	23603	26.33	26.00	26.16	59	34.00
DitechCo	DITC	6045	6.15	4.75	6.07	14.46	38.00
divehinc	DVHC	24349	54	50	53	30.33	28.40
Dynalene	DYNE	24349	54	50	53	30.33	28.40
DynTrac	DTTR	23277	9.95	26.99	27.71	74	44.00
DoleClick	DLCK	6388	9.95	50	98.91	46	18.31

Auteurs	Sym.	Div.	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	52 sem.		Valeurs	Sym.	Div.	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	52 sem.	
							ch.	Haut Bas								ch.	Haut Bas
lecan	EELN	6044	1.71	1.40	1.50			3.24	0.38	Flexty	FLEX	79860	24.74	23.75	24.58	+56	40 13 12 38
BT Int	EBTI	8272	1.32	3.40	+0.65			3.23	0.53	Flexty	FRYR	11980	11.48	11.00	11.38	+47	78 75 52 26
Baylin	EBAY	88076	25.50	60.26	62.11	+2.11		71.30	26.75	FreeMkt	FMKT	9394	15.50	14.80	15.33	+53	45 500 8 25
ICI Tel	EACL	20	8501	4.60	4.20	4.40	+2.29	27.25	1.96	IntlCapn	FLCG	17585	-16	-14	+15.03	15.94	0.07
IGL Inc	EQIL	10997	17.50	15.37	17.21	+1.86	35.44	7.45									
SPS Inc	LONT	4974	2.23	2.21	2.22		3.00	0.46									
XKFO G	EXFO	4767	15.60	14.00	15.00	+1.87	5.50	7.00									
erthLink	ELNK	6160	15.30	15.00	15.17	+2.1	18.99	4.75	Gemstar	GMST	42362	27.51	25.95	27.33	+1.79	59.16	0.05
schStar	DISH	25891	25.97	25.45	25.74	-0.08	43.13	13.49	GmCapc	GM3C	13690	49	44	+46	-02	4.63	0.26
erchSon	ESON	7271	18.10	17.28	17.80	+5.2	38.75	10.10	GemGr	GNTA	20745	45.25	42.24	44.11	+32	52.24	7.13
Funds	EFDS	7586	14.86	14.17	15.40	+1.26	26.20	3.71	Gentia	GNTA	9865	16.94	15.95	16.37	-18	18.11	4.72



LA nouvelle LEXUS IS 300 à 5 vitesses

À la conquête de la perfection.

LEXUS

Gabriel

**3333, Côte de Liesse
Ville St-Laurent
747-7777
www.gabriel.ca**

* Bail 48 mois, acompte ou échange de 6 954 \$ + taxes, transport et préparation incluse. Pour plus de détails, appelez un de nos représentants.

iClFuel	EFCC	5791	172	155	169	14	8.81	11.0	Genuity	GENU	24337	1.98	1.75	1.90	+2.0	5.88	1.20
ERFC	4333A	5791	172	155	169	14	8.81	11.0	Genzyme								
Elbow Arts	ELBO	12990	385	36.55	36.75	-1.61	42	1814.69	S Genzyme	GENZ	20663	57.75	55.23	57.53	+2.31	64.00	34.34
Emblex	EMBL	42995	28.05	28.41	27.95	-1.37	1078.75	8.0	S GenCorp	GERN	28013	11.68	11.20	11.11	+9.6	24.81	8.88
Enduro	ENDO	6496	18.33	16.70	17.28	-3.36	23.94	5.0	GilaStar	GLST	12902	3.74	3.39	3.70	+4.1	54.50	20.28
Engage	ENGA	8300	47	-32	37	+0.7	3.50	0.16	Gilead s	GLD	23123	70.38	69.26	70.04	+17.7	70.24	8.88
ENTU	ENTR	16785	8.30	7.12	8.00	+1.00	28.13	2.55	Globind	GLBI	14595	6.33	5.83	6.02	+12	17.70	4.63
Enzon	ENZ	14844	60.00	58.60	60.40	+5.39	134.00	33.13	GlobeSpan	GSPN	37234	13.19	12.10	12.32	+3.3	60.50	9.70
EPRC	EPRI	7154	7.94	7.39	7.89	+5.5	65.25	3.39	GlobvCap	GWX	10893	89	77	85	+11	9.50	0.41
FENY	0512720	5.53	5.36	5.48	+0.9	73.80	0.33	Glyberm	GMYR	4818	11.00	10.18	10.34	+5.5	17.13	4.00	

298-3338

298-3334

[illegible]

leuirs	Sym.	Div.	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Valeurs	Sym.	Div.	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas
Tech	ITWO	160983	7.65	7.00	6.30	4.03	73.19	2.98			NetBk	NTRK	4810	8.00	7.55	7.80	-0.55	120.01	60.00	120.01	
OS	11922	59.10	5.10	5.26	5.97	17.49	21.90	10.36			NetIQ	NTIQ	15855	3.74	3.46	3.46	-0.28	118.00	113.50	130.50	
OS	11922	59.10	5.10	5.26	5.97	17.49	21.90	10.36			NetScout	NSCT	1480	1.00	1.00	1.00	0.00	118.00	113.50	130.50	
IGEN	7438	36.09	3.51	35.30	40.40	33.30	9.69				NetWpK	NATP	123461	16.00	15.42	15.42	-27	98.00	60.00		
C Dita	TCDO	7299	7.39	7.39	7.27	11.44	0.51				NetWpK	NETA	3773	24.00	21.68	21.62	-152	23.97	33.25		
XC PC	ITXC	5743	6.10	5.15	5.69	-03	14.69	2.25			NewRnc	NPS	12622	3.58	1.02	1.32	-3.13	113.00	130.50		
OS	11922	59.10	5.10	5.26	5.97	17.49	21.90	10.36			NetBx	NETB	4407	4.15	4.15	4.15	0.00	118.00	113.50		
MSIA	25089	11.14	5.88	1.02	2.4	9.81	0.36				NetWpK	NETA	62623	5.50	5.00	5.16	-16	62.28	21.00		
Interlan	IMAT	14163	18.58	1.84	1.85	2.50	1.25				Ny Cntx	NYCX	64	7889	26.59	24.76	26.05	-25	31.632	25.00	
OS	11922	59.10	5.10	5.26	5.97	17.49	21.90	10.36			NetCxt	NCXD	45825	1.04	76.10	1.04	-14	28.75	10.00		
munum	MMX	90955	28.00	26.27	27.69	1.67	48.88	9.31			NetXtelC	NXTL	118867	11.30	10.70	10.85	-10	38.63	68.00		
runo	MMJ	7289	10.60	13.95	10.60	10.30	7.25				NetXprt	NXPRT	5888	8.75	7.80	7.80	-48	24.50	43.50		
MMJ	531	21.68	20.40	21.68	97	23.25	7.34				NetXprt	NXPRT	5888	8.75	7.80	7.80	-48	24.50	43.50		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NetTrst	NTRS	6899	58.49	57.41	58.94	-14	92.314	40.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.25	9.91			NwslAIR	NWAI	3269	16.59	15.51	16.39	-128	30.06	30.00		
formal	INFA	70416	11.60	11.60	11.75	-0.4	55.														

[illegible]

Data		MCOT					R-S										
		2475	328	210	2360	25	9425	7.04									
MCO																	
TA	3912	2254	1590	259	2259	289	4338	51.5	RF MCOT	RFMD	83388	28.33	25.70	27.16	+4	37.50	8.75
DesOsg	MEDC	9825	1644	1437	1485	120	4329	10.50	RSK	RSAS	93350	18.33	14.30	14.88	+4	44.33	7.39
DesOsg	Medium	2052	1644	1437	1485	120	4329	10.50	RMS	RMSB	93350	18.33	14.30	14.88	+4	44.33	7.39
DesOsg	Medium	8396	2327	2190	267	230	4567	56.13	Rainbow	RNCDC	8177	5.21	4.70	4.78	-3	7.40	0.74
DesOsg	MCOCC	5402	1583	1545	1580	34	2320	12.15	Rambus	RMB5	48194	10.77	9.82	10.74	118	67.25	48.35
MERS	MERS	4618	908	815	949	59	2863	7.50	Rat	RATL	31037	18.75	17.01	18.64	+160	55.25	5.71
DesOsg	Medium	1983	705	637	700	79	1566	28.80	Rzifresh	RAZF	18981	38	33	37	+54	54.04	1.14
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	Rzifresh	RAZF	18981	38	33	37	+54	54.04	1.14
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219	0.25	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	10960	600	5678	6000	435	8933	82.00	RealNW	RNWK	9231	9.30	6.01	6.16	+13	21.88	3.26
DesOsg	Medium	128309	75	70	72	02	1219										

avaliante	NAV1	7.235	5.33	5.44	5.33	5.11	5.13	5.14	Sunte a la page D17
eoRx	NERX	5145	6.80	5.86	6.18	+21	12.50	2.00	

Suite à la page D1

page D 16

Les livraisons baissent de 2,5 % au Canada et de 4,4 % au Québec

Presse Canadienne

OTTAWA – Les livraisons des manufacturiers ont chuté en septembre de 2,5 % par rapport au mois précédent, à 41,8 milliards, a fait savoir hier Statistique Canada ; en août, la valeur avait grimpé de 0,5 %.

C’est le niveau le plus bas en près de deux ans, suivant une tendance à la baisse remontant à la fin de l’an dernier, note l’agence fédérale.

Les secteurs de l’aérospatiale, du pétrole et du charbon ainsi que de l’informatique et électronique, notamment, ont reculé en septembre ; 19 des 21 groupes compilés, comptant pour 94 % du total, ont diminué.

Les attentats du 11 septembre « ont accentué l’instabilité de la conjoncture », à quoi se conjuguent le ralentissement économique, des baisses de production, des mises à pied et des retards de livraison, sans oublier des retards ou annulations de commandes.

L’enquête prévisionnelle d’octobre, ajoute Statistique Canada, montrait d’ailleurs des fabricants « de plus en plus inquiets » quant au rythme de production et perspectives d’emploi du présent trimestre.

La valeur des livraisons a maintenant chuté trois mois sur quatre et « atteint un niveau inférieur de 9,1 % au record de 46 milliards enregistré en octobre 2000 ».

Au Québec, les livraisons plongeaient de 4,4 %, à 9,86 milliards, par rapport aux 10,32 milliards du mois d’août.

En Ontario, elles étaient de 22,14 milliards, en baisse de 1,4 % ; au Nouveau-Brunswick, elles totalisent 1,05 milliard, en recul de 1,9 % par rapport au mois précédent.

La valeur des marchandises gardées en stock aussi a fléchi, en septembre, de 0,7 %, à 64,1 milliards ; c’est un quatrième mois de baisse et le plus bas depuis septembre 2000. Pendant ce temps, les commandes en carnet étaient inchangées à 48,9 milliards, en septembre, après une chute de 0,9 % en août.

EN BREF

Rumeurs de fusion

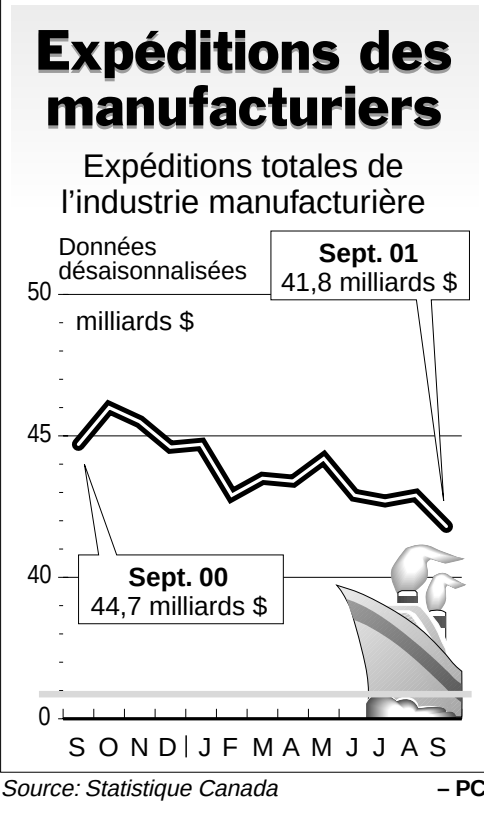
PALM INC. et Handspring Inc. pourraient fusionner, rapporte le *Wall Street Journal*. Ces rumeurs de fusion entre les deux sociétés, qui produisent des assistants personnels numériques dotés des mêmes logiciels et sont respectivement numéro un et deux du marché aux États-Unis, ne sont pas nouvelles, mais ont été renforcées ces dernières semaines par le départ du PDG de Palm, Carl Yankowski. Un porte-parole de Handspring a démenti l’existence de pourparlers entre les deux sociétés.

Reuters

LBL Skysystems peu touchée

LBL Skysystems, une entreprise de la région de Montréal spécialisée dans la fabrication et l’installation de murs-rideaux pour édifices commerciaux et institutionnels, a fait part hier de hausses de 52 % de ses revenus et de 125 % de son bénéfice net au deuxième trimestre. Le chiffre d’affaires s’est établi à 22,2 millions, par rapport aux 14,6 millions du deuxième trimestre de l’année dernière. Le bénéfice net est passé de 322 000 \$ il y a un an à 723 000 \$ durant le trimestre qui a pris fin le 30 septembre dernier. La rentabilité de LBL s’est également améliorée au chapitre du bénéfice d’exploitation, en hausse de 80 % à 1,9 million.

Presse Canadienne



Valeurs	Ventes Haut	Bas Ferm.	ch. Net	Valeurs
---------	-------------	-----------	------------	---------

FOND

Suite de la pag

VANPA Chg			VANPA Chg		
RGRpac3	4.59	.02	gActInt(MB)	11.30	.03
RGRpac4	4.59	.02	gActInt(MB)	11.30	.03

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

20 novembre 2001

Page D18 manquante